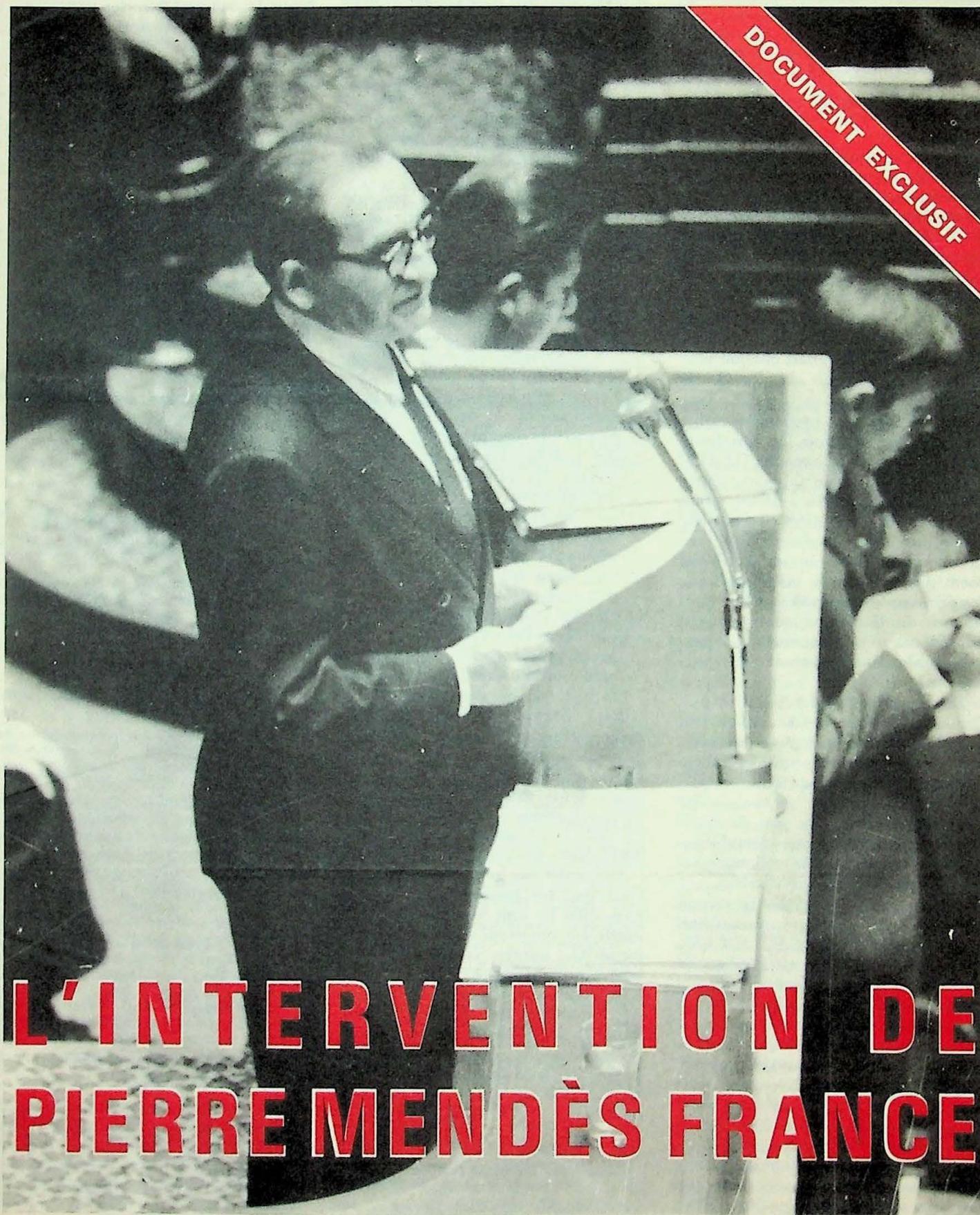


Tribune socialiste

N° 329 / 25 MAI 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Toujours le Vietnam

J.-M. Vincent

De toutes les couleurs

René Lali

L'Algérie bloquée

Paul Baron

Conceptions de Malraux

Marcel Pierre

L'armement à long terme

David Boubli

□ La Semaine

Comment interpréter la situation actuelle au Moyen-Orient ? S'agit-il d'une brusque poussée de fièvre qui se calmera d'elle-même, ou bien s'agit-il d'événements plus sérieux qui risquent d'aboutir à un affrontement généralisé ?

Sans sous-estimer les risques de guerre, la première interprétation est sans doute la bonne ; ce serait une erreur que de considérer que l'U.R.S.S. cherche à ouvrir au Moyen-Orient un « second front » afin de dégager le Vietnam. Les gouvernements arabes ne dépendent pas politiquement de Moscou. Ce serait d'autre part déduire un peu trop vite qu'une intervention unilatérale des U.S.A. en faveur d'Israël est possible si l'on veut bien tenir compte des énormes intérêts pétroliers américains en Irak, en Syrie et en Arabie.

La cause de cette éruption serait plus interne. Toute cette région est politiquement malade ; les États arabes n'ayant jamais admis la création de l'État d'Israël, la moindre crise, où qu'elle soit, peut avoir des conséquences dramatiques.

Les raids des fedayins exaspèrent l'opinion publique israélienne et amènent le gouvernement de Jérusalem à durcir son attitude, tandis que les difficultés du régime de Damas amènent les dirigeants baasistes à jouer une carte de diversion extériorisée. Voir le malaise qui suivit la publication dans une revue officielle d'un article antireligieux. La condamnation des auteurs non seulement n'a pas calmé la partie de la population qui avait alors protesté, mais a irrité d'autres éléments plus « progressistes » de l'opinion publique.

De son côté, Nasser doit faire face à deux graves problèmes.

A l'intérieur, il doit régler d'importants problèmes économiques.

A l'extérieur, la guerre du Yémen dans laquelle il s'est enlisé lui en pose certainement. Non seulement la puissance de l'Égypte est mise en question par les tribus royalistes, mais encore il existe dans les rangs républicains un courant anti-nassérien.

Pour consolider les liens nouveaux qui le lient à Damas, et sans doute pour raffermir le régime syrien, il a pris les mesures que l'on sait. Il redevient ainsi en apparence le champion de la lutte contre Israël, alors qu'en se taisant il risquait d'être dénoncé comme traître à la cause arabe ; il peut maintenant modérer l'ardeur de la Syrie afin que celle-ci n'ait pas d'activités susceptibles d'entraîner une riposte d'Israël, riposte qui se dirigerait plutôt vers l'Égypte que vers la Syrie.

Car si Jérusalem ne craint pas l'armée baasiste, elle redoute celle du Raïs dont l'armement soviétique est considérable, même si ses troupes d'élite sont au Yémen.

Le jeu de Nasser est donc complexe. Aura-t-il l'influence nécessaire

pour maintenir le calme à la frontière syrienne ? Il semble pour le moment qu'il y soit parvenu.

Encore que la décision de fermer le Golfe d'Akaba ne traduise pas une volonté de compromis. D'autant moins que jusqu'ici si Nasser avait voulu empêcher toute navigation israélienne, il en avait les moyens depuis longtemps, ne serait-ce qu'à partir des îles qui bloquent l'entrée du Golfe.

Qui va gagner, qui va perdre ? A l'heure où nous écrivons la conjoncture s'aggrave d'heure en heure et nul ne saurait prédire l'avenir.

Un seul grand perdant, mais il est de taille, l'O.N.U., qui vient peut-être d'achever son agonie. □

□ Le C.E.D.E.T.I.M. relance

Après un long sommeil prolongé du fait de la campagne électorales le C.E.D.E.T.I.M. (Centre Socialiste d'Etudes et Documentation sur le Tiers Monde) reprend ses activités.

Le C.E.D.E.T.I.M. a été créé il y a près de deux ans à l'initiative du P.S.U., car le besoin d'un centre de réflexion socialiste sur les problèmes du tiers monde devenait chaque jour plus évident depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Depuis lors, un certain travail a été effectué ; toutefois, les nombreuses tentatives de relance du C.E.D.E.T.I.M. et l'essai d'en faire un centre vivant se sont heurtés à de très grandes difficultés. En effet, il est d'autant plus difficile de disposer en permanence d'une équipe suffisamment importante et cohérente que les personnes concernées par les problèmes du tiers monde se trouvent en général très dispersées et, de par leurs obligations, souvent en déplacement.

En plus, le C.E.D.E.T.I.M. s'était fixé, dès le début, des ambitions très grandes et avait engagé ses activités à un niveau de réflexion assez théorique, ce qui peut expliquer en particulier le manque de continuité dans les travaux et le peu de résultats qui a entraîné une démobilisation des très nombreuses bonnes volontés qui s'étaient manifestées.

Aujourd'hui, les objectifs restent les mêmes que ceux qui avaient présidé à la création du C.E.D.E.T.I.M., et la nécessité d'un effort dans la direction précédemment définie apparaît encore plus urgente qu'il y a deux ans. Toutefois, l'expérience nous a incités à reprendre le C.E.D.E.T.I.M. sur de nouvelles bases car il nous est apparu essentiel, pour assurer la continuité indispensable, de donner des objectifs précis et concrets à la réflexion et de développer des activités complémentaires de façon à mobiliser les énergies, en fonction des désirs et des possibilités

de chacun, dans toutes les directions où une action nous semble indispensable.

En conséquence, le C.E.D.E.T.I.M. s'efforcera d'être, tout à la fois :

- un lieu de rencontre pour tous ceux qui sont concernés et qui s'intéressent aux problèmes du tiers monde, et qui pensent qu'une approche socialiste est susceptible de fournir des réponses à ces problèmes. Ce lieu de rencontre permettra d'établir entre les personnes et les organisations s'intéressant au tiers monde en France, et les organisations d'étudiants et de travailleurs étrangers en France des contacts qui permettront à la fois de mener une action concrète en liaison avec les principaux intéressés, et d'assurer aux travaux du C.E.D.E.T.I.M. une approche plus concrète des problèmes abordés ;
- un centre de liaison pour tous ceux qui, dans les pays du tiers monde, individuellement ou en groupe, éprouvent le besoin de placer leur action dans une ligne socialiste ;
- un centre de réflexion qui, par une analyse en profondeur, cherchera à définir les moyens de résoudre les problèmes posés par le sous-développement et à proposer ce qui devrait être la politique suivie par un gouvernement de gauche dans ce domaine.

Cette analyse sur les problèmes de fond ne devra pas empêcher l'étude des événements, de leurs implications et de leurs conséquences et des prises de position du C.E.D.E.T.I.M. qui entend mener de pair la réflexion et l'engagement ;

- un centre d'information qui se donnera pour but d'éclairer l'opinion publique par le moyen, dans une étape ultérieure, de débats, de conférences et de publications. De plus, le C.E.D.E.T.I.M. aidera tous ceux qui s'intéressent à ces problèmes à rechercher une documentation objective dont le besoin se fait souvent sentir.

Pour atteindre ces objectifs, tout reste naturellement à faire. Nous pouvons toutefois disposer d'ores et déjà d'un nombre respectable de correspondants dans le tiers monde ; quelques groupes de travail sont déjà en activité et une permanence hebdomadaire est assurée le vendredi.

Le projet est ambitieux ; nous savons que les bonnes volontés existent, elles se sont manifestées en de multiples occasions mais sans continuité. Ces bonnes volontés ne suffisent absolument pas, c'est pourquoi nous vous demandons non seulement de soutenir le C.E.D.E.T.I.M., mais aussi de participer à ses activités et de les faire connaître. Les problèmes à résoudre sont immenses et urgents. Le C.E.D.E.T.I.M. sera ce que vous en ferez. □

Permanence du CEDETIM tous les vendredis de 20 h à 22 h au 81, rue Mademoiselle, Paris 15^e. SUF. 06-70.

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

□ Stage de formation

Programme proposé à la discussion pour le stage national du 31 juillet au 5 août.

PERSPECTIVES DE LA LUTTE
CONTRE LE GAULLISME

1^{re} journée : Le néo-capitalisme en difficulté. L'Europe ; La France.

2^e journée : La lutte économique contre la politique gaulliste : Les secteurs en crise ; Stratégie du mouvement syndical.

3^e journée : Problèmes régionaux et problèmes agricoles : Mutations politiques dans l'agriculture française ; La lutte pour la démocratie locale et régionale.

4^e journée : La conduite de la lutte : Rapports Syndicats-Parti ; Organisation politique de la Gauche ; rôle du P.S.U. ; relations avec ses partenaires.

5^e journée : Préparation concrète des offensives futures : Elections cantonales, contre-plans municipaux, contre-plans régionaux, style de notre propagande ; Organisation du Parti, ses structures et l'établissement de relations nouvelles avec partenaires de la gauche.

Prix : Environ 70 à 80 F (péréquation des frais, voyage compris).

PETITE ANNONCE

Vend Etoile 6, 1961, bon état. Prix 1.100 F. - BOURGEOIS. Tél. 253-85-17.

Editorial

Encore et toujours le Vietnam

J.-M. Vincent

On ne se débarrasse pas comme ça de la guerre du Vietnam. Tous les jours elle se rappelle à nous par son cortège de bombardements, de tortures et de violations des règles pourtant peu sévères du droit international. Apparemment le Pentagone et Johnson se soucient fort peu des adjurations d'où qu'elles viennent, des invites à la prudence quelle que soit leur modération ou des lamentations aussi bruyantes soient-elles.

C'est que les Etats-Unis ne se battent pas au Vietnam par inadvertance et ne se sont pas engagés dans ce conflit par inconscience. Au Vietnam ils défendent au contraire, consciemment et avec acharnement, leur hégémonie impérialiste sur une grande partie du monde, c'est-à-dire leur capacité à maintenir ouvertes pour « la libre entreprise » les économies nationales de nombreux pays. L'attitude américaine lors de la conférence de Punta del Este et lors des négociations Kennedy est significative à cet égard. Dans les deux cas, les Américains ont tenté, avec un plein succès à Punta del Este, avec plus de difficultés à Genève, d'imposer à

leurs partenaires des mesures libre-échangistes sans compensations équivalentes. La « liberté » qu'ils défendent, c'est en fait la liberté de circulation du capital, de leur capital.

Il n'est pas permis de se faire d'illusions sur leur détermination. Ni les difficultés économiques qui semblent se dessiner cette année aux Etats-Unis, ni les inquiétudes qui commencent à se manifester dans certains milieux dirigeants ne suffiront à stopper l'agression. Les « colombes », comme le sénateur Fulbright ou le publiciste Walter Lippmann, disent à qui veut les entendre qu'elles ne veulent pas le retrait des troupes américaines du Vietnam. Seuls les adversaires conséquents de la guerre comme Stokely Carmichael du S.N.C.C. ou le pasteur Martin Luther King osent dire que les troupes américaines doivent être retirées du Vietnam et que les jeunes ne doivent pas accepter de faire leur service militaire au Vietnam. Il est clair que la majeure partie des classes dirigeantes des Etats-Unis craint profondément une liquidation de la guerre qui se ferait au détriment des vieilles

élites politiques et des vieilles recettes qui font alterner au pouvoir des orientations (ou démocrates ou républicaines) à peu près complètement identiques.

Pour battre les impérialistes américains il faut en réalité opposer la force, c'est-à-dire à la force de l'agression et de l'escalade, la force de l'opinion internationale et de la mobilisation des masses contre l'agression américaine. Il n'est pas d'autre langage que les impérialistes puissent comprendre. C'est seulement si leurs propres positions se dégradent dans le monde que les dirigeants américains peuvent être amenés à réfléchir et à peser les risques d'une extension de l'agression ou d'une poursuite de l'escalade. Cela signifie en particulier qu'aucun pays n'est totalement impuissant contre l'agression. De même que le peuple vietnamien bénéficie d'une aide internationale, jusqu'à présent pas toujours suffisante, les impérialistes américains ont pu compter jusqu'ici sur la tolérance et parfois l'appui tacite ou ouvert de la plupart des gouvernements occidentaux. Mais s'ils se heurtaient un peu partout à un véritable sabotage de leur effort de guerre, à une hostilité manifeste pour leur intervention, il est certain que la discorde se ferait sentir chez eux et que leur apparente invincibilité pourrait faire place à l'esprit de défaite.

C'est pourquoi aujourd'hui il est plus que jamais nécessaire de manifester notre solidarité inconditionnelle avec la lutte du peuple vietnamien et avec ses objectifs de libération na-

tionale et sociale. Contrairement à ce que certains de nos camarades communistes ont pu penser aux récents Etats généraux l'acceptation comme mots d'ordre des 4 points de la R.D.V. et des 5 points du F.N.L. n'est en ce domaine pas du tout secondaire. Il est indispensable que se crée une véritable chaîne de solidarité unissant les anti-impérialistes du monde entier pour le soutien du peuple vietnamien jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'à l'indépendance.

Ce faisant, nous ne nous éloignons absolument pas de nos problèmes. Depuis le coup d'Etat des Patakos et autres vermines fascistes en Grèce nous savons trop bien que l'atlantisme, concrétisé par l'O.T.A.N. et les différentes clauses du pacte atlantique, joue directement contre nos libertés. En luttant pour la victoire du peuple vietnamien, nous luttons aussi pour la victoire du peuple grec et pour la nôtre. En nous opposant à l'agression américaine nous nous opposons à toutes les interventions colonialistes et nous faisons reculer la perspective d'un conflit général.

Que le refus de la complicité avec les auteurs de guerre du Pentagone, que l'hostilité à leurs actes, que la résistance à leurs crimes créent en Europe un véritable front contre la sale guerre du Vietnam ! A notre manière suscitons par notre action un nouveau Vietnam politique qui contribue à la défaite de « la plus grande puissance de tous les temps ». Les Vietnamiens se battent héroïquement ne les laissons pas seuls.

Assises

Etats généraux pour la paix

J.-C. Vaissiller

La réunion des Etats généraux pour la paix au Vietnam constitue un grand succès : ces 3.000 délégués venus de tous les départements ont prouvé qu'il était possible de franchir un nouveau pas dans la riposte nécessaire pour combattre l'agression américaine. Comme dans les Etats généraux locaux où la discussion avait été réelle et parfois vive, tous les courants solidaires de la lutte du peuple vietnamien étaient présents ; le Mouvement de la Paix, le Comité Vietnam National, le Mouvement du Milliard pour le Vietnam, le P.S.U., le Parti Communiste français et la C.G.T. étant notamment représentés.

Le premier après-midi avait permis d'entendre les rapports introduisant les débats sur l'origine de la guerre, la situation au Vietnam et la manière dont la guerre pouvait se finir. De ce fait ce furent les interventions du délégué du F.N.L. et de M.

Van Sung, premier secrétaire de la délégation générale de la R.D.V. à Paris qui constituèrent la partie politique la plus importante : leurs interventions explicitèrent sans ambiguïté la position politique vietnamienne, commençant par rappeler « qu'avant de parler de paix, il faut parler de la réalité de la guerre ». Le délégué du F.N.L. conclut son message par un salut aux initiatives concrètes engagées en France « depuis le Million de bol de riz jusqu'au Milliard de francs pour le Vietnam », au Mouvement de la Paix et aux divers comités de solidarité avec le Vietnam, puis par un vibrant appel à l'action pour le soutien politique au Vietnam sur la base des déclarations en quatre points de la R.D.V. et en cinq points du F.N.L. expression concentrée des accords de Genève.

Les débats des commissions montrèrent l'ampleur et la réalité du débat politique. Certains membres du

Mouvement de la Paix n'avaient pas hésité à faire des concessions importantes, lors des débats locaux, aux partisans d'un compromis au Vietnam : ainsi les délégués de Champagne avaient-ils accepté de voter un texte mentionnant la « responsabilité déterminante du gouvernement américain dans la guerre du Vietnam » comme si d'autres responsabilités secondaires étaient à rechercher, ceux du XI^e citaient le F.N.L. comme « interlocuteur essentiel » ouvrant ainsi la porte à d'autres interlocuteurs.

Par contre, maints délégués exposèrent comment le soutien politique complet aux Vietnamiens, et l'affirmation du caractère impérialiste d'une agression qui concerne la liberté de tous les peuples devaient être les thèmes de l'action pour le Vietnam. Les rapports de Jean Chesneaux, du Matarasso et Jacques Chatagner exposèrent très objectivement la nature des débats, et firent constamment référence aux positions des Vietnamiens comme base politique à développer en France.

Jacques Chatagner qui rapportait au nom de la commission : « Comment la guerre peut-elle finir ? » exposa d'abord quels étaient les points d'accords unanimes : le soutien aux déclarations politiques des Vietna-

miens en quatre et cinq points, la distinction entre une paix juste qui garantisse les droits du Vietnam à l'unification et à l'indépendance et une paix de capitulation, la volonté de développer encore davantage parmi de plus larges masses le soutien à la juste cause du peuple vietnamien. Il indiqua ensuite l'existence d'un débat réel qui n'était pas le résultat d'une concurrence entre diverses organisations, mais l'expression de contradiction entre la clarification nécessaire et l'efficacité de l'action.

Il expliquait ainsi les nuances existant quant à l'explicitation des accords de Genève, au rôle du F.N.L. et au caractère impérialiste de l'agression.

De tels rapports appelaient nécessairement un texte politique plus clair qui n'aurait pas employé une longue phrase pour préciser le rôle du F.N.L. seul représentant du peuple vietnamien et qui aurait fait référence explicite aux positions des Vietnamiens, seuls habilités à décider des conditions de la paix. De fait, le texte politique rapporté par le secrétaire général du Mouvement de la Paix constitue une clarification importante par rapport aux propositions avancées lors de certains débats locaux, et même, par

(Suite page 5)

Le 17 mai des paysans

Jean-Lucien Aguié

Ils étaient plus de mille le 17 mai à Albi. Plus de mille paysans venus de tous les cantons. Avec des banderolles, des pancartes, des slogans revendicatifs. C'est la première fois sans doute que les paysans s'associent si pleinement à un mot d'ordre lancé par les centrales ouvrières.

Ils étaient plus de mille à Albi, cinq mille à Auch, quinze cent à Rodez, plusieurs milliers à Toulouse. Ils étaient très nombreux dans toutes les préfectures et sous-préfectures du Sud-Ouest.

Il faut souligner l'importance de ce fait. Les paysans du Midi ont donné leur soutien à la grève contre les pleins pouvoirs. C'est dans le Sud-Ouest que le mot d'ordre devait atteindre son plein effet. Les 14 fédérations départementales des syndicats agricoles s'étaient réunies à Bruguères, près de Toulouse. Elles avaient décidé de participer à l'action de protestation contre les pleins pouvoirs. Dans chaque département un rassemblement devait avoir lieu au chef-lieu. J'étais à Albi, dans la foule des cultivateurs qui avaient abandonné leurs occupations, celles qui ne souffrent pas d'être remises telles les traitements des vignes. Ils les avaient remises pour répondre à l'appel qui leur était lancé.

Sur la tribune, côte à côte, les représentants de la Fédération des exploitants, des jeunes agriculteurs mais aussi du M.O.D.E.F. (1), mais aussi des agriculteurs rapatriés — Symbole de l'unité paysanne.

Jean-Claude Sabin, secrétaire général adjoint de la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) ouvrait la séance par la lecture de messages de solidarité émanant des centrales ouvrières. Au cours de son allocution il mit l'accent sur le caractère de cette journée. « Comme les ouvriers qui craignent les pleins pouvoirs pour l'avenir de la sécurité sociale, dit-il, nous craignons que leur utilisation ne serve à infléchir la politique économique et nous la rende plus défavorable comme cela nous est déjà arrivé. Le Sud-Ouest est parmi les régions les plus défavorisées, peut-être la plus défavorisée. »

« La journée d'aujourd'hui, dit-il encore, est la manifestation d'une région qui ne veut pas d'un libéralisme économique, et qui exige des réformes profondes et durables... »

Après lui, prirent la parole successivement, un représentant local des jeunes agriculteurs, celui du M.O.D.E.F. et celui des agriculteurs rapatriés. Ce dernier se félicita de pouvoir, pour la première fois, parler devant un auditoire d'agriculteurs

(1) M.O.D.E.F. : Mouvement de défense de l'Exploitation familiale agricole.

(2) F.D.S.E.A. : Fédération départementale des syndicats d'Exploitants agricoles.

métropolitains. Ce fut ensuite le tour de Raoul Serieys, secrétaire général du Centre National des Jeunes Agriculteurs. Fort écouté, d'une voix tonnante, il insista sur le problème de la disparité entre les régions. « Il n'y a pas une agriculture, mais des agriculteurs, nous devons nous battre pour la régionalisation. » Il montra la duperie des 4,8 % d'augmentation du revenu agricole annoncés par le pouvoir comme une victoire : que représente cette augmentation pour celui dont le revenu est très bas ? « Il s'agit d'un choix politique, ajouta-t-il, dont nous rendons responsable le gouvernement ».

Les manifestants devaient adopter à l'unanimité la motion adressée au gouvernement que présenta Armand de la F.D.S.E.A. (2) du Tarn. Un long cortège se forma pour accompagner la délégation qui devait remettre cette motion au Préfet. Mais le Préfet refusa de recevoir les délégués paysans. Ce fut le Secrétaire Général de la Préfecture qui les reçut à sa place. Les paysans qui attendaient leur délégation furent fort déçus et quelques huées fusèrent spontanément. Mais, avec la même dignité, qui fut la leur lors de la traversée de la ville les manifestants décidèrent de se séparer. « Nous avons compris, disaient les uns, en refusant de recevoir les nôtres, le Préfet montre le vrai visage de ses maîtres... Pas de dialogue avec nous, pas plus qu'il n'en veut avec l'Assemblée avec le peuple... ».

Il est sûr que quelque chose change dans le monde paysan. Cette magnifique manifestation d'unité marque un tournant dans l'histoire du syndicalisme paysan. Elle prouve surtout la maturité syndicale et politique des paysans du Sud-Ouest. Elle montre qu'il y a encore parmi les dirigeants agricoles des régions dites plus riches, des nostalgiques d'une période révolue. Celle des notables conservateurs, éternels alliés de la droite capitaliste, de ceux qui détiennent le pouvoir économique et l'utilisent à leur profit. Nul doute que les agriculteurs de toutes les régions de France prendront exemple sur cette magnifique démonstration.

Fin du Kennedy round

Jacques Malterre

La négociation Kennedy, après quelques soubresauts spectaculaires s'est achevée à Genève le 15 mai dernier. Comme T. S. l'avait laissé prévoir l'accord final a pu être obtenu mais sur des bases beaucoup moins ambitieuses que celles qui avaient été souhaitées par les promoteurs initiaux de la négociation.

Quelles sont les principales décisions ?

1) *Produits industriels* : abaissement de la protection.

En principe, tous les droits de douane français, américains, anglais, allemands... auraient du être abaissés de 50 % ; en pratique beaucoup d'exceptions ont été admises ; sur de nombreux produits les droits de douane français imposés aux produits étrangers (sauf pour les produits des autres pays du Marché commun pour lesquels il n'y aura plus de droits de douane à la fin de 1968) ne seront réduits que de 25 %. En moyenne la baisse sera de 36 %, mais elle sera de 20 % pour les produits chimiques et de 30 % pour l'acier.

La protection de l'industrie française contre la concurrence anglaise, américaine, scandinave va donc tout de même diminuer assez fortement. En moyenne là où les douaniers prélevaient 18 % de droits en 1960, ils n'en prélèvent plus déjà que 12 % et bientôt ceci sera réduit à 8 %. Des usines de fabrication de tissus en coton, de papiers, de machines électriques et mécaniques qui étaient tout juste compétitives risquent de fermer leurs portes et d'accroître le chômage. En revanche nous pourrions exporter davantage en Angleterre et aux U.S.A. si la conjoncture se redresse dans ces pays et si nous savons vendre.

La conclusion du *Kennedy round* qui illustre la politique de libéralisation du régime fait donc peser une nouvelle menace sur les travailleurs dans la mesure où les mutations et les conversions vont encore s'accélérer alors que les dispositions concernant la garantie de l'emploi, la sécurité des revenus, la formation des adultes ne sont même pas encore adoptées par le gouvernement. Il faut donc que les organisations syndicales et les comités de l'emploi accentuent leur pression pour obtenir du gouvernement et du patronat autre chose que des promesses.

2) *Produits agricoles*.

Echec pour les « accords mondiaux de produits ». C'est dans ce secteur que l'échec de la négociation est le plus important.

On sait que la France et les autres pays du Marché commun avaient proposé de créer des accords mondiaux sur les produits pour assurer aux pays exportateurs des recettes stables et mettre fin à l'anarchie des échanges internationaux. Finalement c'est la formule beaucoup plus réactionnaire des dons en matière réclamée par les Etats-Unis qui a été retenue. Une aide alimentaire de 4,5 millions de tonnes sera apportée aux pays souffrant de disette. (Le Marché commun y contribuera pour un million de tonnes.)

Quant aux accords concernant les produits ils n'ont porté que sur la fixation d'un prix minimum du blé ; les U.S.A. ont fait échouer tout accord sur le sucre qui aurait pu avantager Cuba, la Grande-Bretagne, elle, a empêché un accord sur le beurre. De même aucune disposition n'a de prix pour permettre l'accroissement des importations de viande et de céréales secondaires en Europe comme

le désiraient les Etats-Unis, principal exportateur.

On peut donc dire que l'accord ne donne pas grande satisfaction aux U.S.A., qu'il n'apporte rien aux pays en voie de développement exportateurs de produits agricoles de zone tempérée, et qu'il ne remet pas en cause la politique agricole commune du Marché commun et enfin qu'il ne facilitera pas non plus l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

Les échanges de produits agricoles de la C.E.E. ne seront guère stimulés par des abaissements tarifaires. Il est probable que la France importera un peu plus de tabac et de cigarettes américaines, de volailles, de poissons norvégiens, de viande du Danemark et d'Argentine, de conserves made in U.S.A. ; elle n'aura pas beaucoup plus de facilités pour vendre en Suisse, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Les craintes comme les espoirs des agriculteurs français sont donc maintenant réduits à peu de choses, mais une grande occasion de réorganiser les marchés mondiaux et de les faire échapper aux lois capitalistes de la concurrence et du profit a été perdue. Chaque pays riche continuera à poursuivre sa propre politique de protection. □

Régis Debray encore en vie ?

Depuis que Régis Debray et deux autres journalistes ont été arrêtés au mois d'avril dernier, le président de la République bolivienne Barrientos et tous les oligarques de ce régime dictatorial (fruit d'un coup d'état militaire) jouent une sinistre comédie devant l'opinion internationale. Depuis plus d'un mois maintenant personne n'a vu vivant Régis Debray (et ses compagnons), mais les appels au meurtre se multiplient, venant des veuves des soldats tombés au combat avec les guerilleros, d'affiches anonymes et même de responsables gouvernementaux. Tout cela n'est évidemment pas spontané, mais selon toute vraisemblance soigneusement étudiée.

Si Régis Debray est encore vivant (et il y a peu de chances pour qu'il le soit), il est évident que l'engeance galonnée qui opprime la Bolivie entend faire un procès aux sorcières. S'il est déjà mort, il est clair qu'elle entend justifier ce crime par tout ce terrorisme idéologique de bas étage. Dans les deux cas tous les socialistes se doivent d'élever la plus véhémement protestation et dénier le droit aux « gorilles » boliviens de se poser en justicier. Dans Régis Debray ce qui est visé c'est le théoricien révolutionnaire. Il a droit à toute notre solidarité. □

Régime militaire

Où va l'Algérie ?

Paul Baron

Nous écrivions ici même, il y a un an, que « l'adhésion sans nuance de la gauche française à la coopération servait objectivement la politique gaulliste », d'un mythe, de reconsidérer leurs idées sur ce chapitre (*). L'Algérie était donnée comme l'illustration la meilleure de ce phénomène.

Il est intéressant que l'écho à de tels propos nous soit arrivé justement, ces derniers temps, d'Algérie elle-même. Déjà l'hebdomadaire « *Révolution Africaine* », dans son numéro du 27 mars 1967, avait donné le ton en commentant les « atouts et les faiblesses » de la coopération entre les deux pays, faisant allusion à « la force de l'habitude », au « nationalisme culturel » français et à la « Welt-Politik » (politique mondiale) élyséenne, ce en un style d'autant plus efficace qu'il paraissait froid et détaché. Mais un son de cloche autrement plus sérieux est survenu, à propos des questions pétrolières.

L'arrière cuisine du pétrole

Dans le même article, nous estimions que « ...il y aurait toute une étude à faire pour montrer à elle seule que l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures du 29 juillet 1965 n'était que la réédition de la vieille dialectique du cheval et du cavalier ». Ce Pacte pétrolier avait été présenté comme l'exemple "pilote" d'une coopération nouveau style entre pays industrialisé capitaliste et pays socialiste sous-développé. Il a ainsi l'un des meilleurs exemples de l'ambiguïté de la politique extérieure gaulliste, et il n'a pas encore fini de troubler les milieux de la gauche française par sa brillante séduction. En parlant de dialectique du cheval et du cavalier, nous voulions bien dire — l'image est assez claire — que si ces deux là coopèrent, on voit tout de même où est la tête et où sont les jambes.

C'est au fond ce que vient de dénoncer le quotidien officiel « *El Moudjahid* », dans un encart de sept pages, paru en avril, intitulé « L'Algérie et le Marché français ». Après une analyse serrée des questions de prix du gaz et du pétrole, de la concurrence commerciale sur le marché français et européen dans ce secteur, l'article veut démontrer comment le maintien des structures ou des habitudes fausse les espoirs de coopération sur un pied d'égalité. Il observe que « ...certaines puissances impérialistes, usant d'une subtilité dont elles prétendent détenir l'originalité, font mine d'accepter, dans les textes et les discours, des formules rejetant les

anciennes méthodes d'exploitation ». D'où s'en suit un néo-colonialisme qui « ...revêt une forme plus pernicieuse : sur le plan du pays dominé, rien n'est changé, et, sous de nouveaux oripeaux, c'est la vieille exploitation coloniale qui continue. Sur le plan international, ces soi-disant nouvelles "expériences" permettent au pays dominant d'acquiescer à peu de frais un crédit et un prestige appréciables auprès des pays du tiers monde ». Et l'article d'*El Moudjahid* conclut notamment : « ...en fait, on touche là au cœur du problème qui, en dépit des apparences réfractées par la manipulation des chiffres et la combinaison des schémas économiques, se pose, en définitive, en des termes politiques ».

Ainsi, il aura fallu qu'un début de clarté nous vienne de l'extérieur, les analyses des socialistes français n'ayant, en définitive, jamais été bien loin dans leur effort. Certes la colère journalistique des dirigeants de l'économie algérienne est aussi dirigée que spontanée, et s'explique par le déroulement de la phase actuelle des négociations franco-algériennes sur le gaz. Sur ce terrain là, une partie serrée et délicate est en train de se jouer entre les deux partenaires. Il n'en reste pas moins que, pour la première fois, l'esprit de l'accord pétrolier de 1965, a été remis en cause ouvertement : les mots ont été lâchés, et cela n'est pas passé inaperçu à Paris.

L'Algérie dans les mois à venir

La tension qui peut résulter de tout cela peut se répéter dans les semaines à venir, lorsque vont apparaître les conséquences, sur le plan intérieur algérien, de la décision d'arrêter « *sine die* » les importations de vin par la France, confirmée à l'occasion du débat parlementaire sur la crise viticole. D'une part, les procédés utilisés pour compenser, sur un plan financier, le manque à gagner de l'économie algérienne, risquent d'accélérer une inflation que masquait jusqu'à maintenant une relative aisance en devises de ce pays. D'autre part, ces procédés, quels qu'ils soient, n'en videront pas pour autant les cuves et les chais en Algérie : l'engorgement des stocks va devenir dramatique, et les tentatives de ventilation du commerce extérieur ne seront pas de celles qui portent fruit du jour au lendemain. C'est donc le secteur autogéré agricole, responsable des grands domaines viticoles confisqués aux colons français, qui va être le premier touché. Ce phénomène s'ajoutera aux tendances sans cesse renforcées, de mise au pas du secteur de l'autogestion tout en-

tier par le renforcement du processus d'étatisation (intégration de l'autogestion industrielle dans des sociétés nationales, disparition de l'Office National de la Réforme Agraire, pression fiscale très dure sur les unités de production, etc.).

C'est pourquoi on risque d'assister à une effervescence sociale, puis politique, dans les mois à venir en Algérie. Déjà l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens) a, depuis deux mois environ, haussé le ton au cours de ses congrès fédéraux ou régionaux. Parallèlement, les conflits de personnes ne doivent pas faire oublier qu'au sein de l'Armée Nationale Populaire et du Conseil National de la Révolution, organe dirigeant suprême, s'affrontent les principaux courants existant dans la société algérienne : conservateurs bourgeois, socialistes nationaux, arabophones, progressistes, islamiques. Une pression populaire nouvelle forcerait chacun à prendre position, et la situation pourrait alors se durcir considérablement.

Car c'est, en définitive, la raison profonde inspirant les dirigeants français qui animent, autour de l'Elysée, la politique à l'égard de l'Algérie : ils savent que les manifestations de nationalisme économique initiées par les technocrates d'Alger ont une limite.

Cette limite vient de ce qu'une rupture grave avec la France, ou tout au moins une aventure de style guinéen n'est possible qu'au prix d'une profonde mutation économique et sociale, d'une remise en route de la

(Suite de la page 3)

rapport au texte initial soumis à la commission des résolutions qui ne faisaient pas, par exemple, mention explicite de l'unité du Vietnam à quelques réserves près.

Ce texte constitue une base acceptable lors de l'étape actuelle, et il dépend de notre effort que soit adopté lors de prochaines réunions, des textes politiques plus précis.

Surtout, de tels rapports appelaient des propositions d'action d'une ampleur plus large à la mesure de l'importance de l'enjeu constitué par la guerre du Vietnam et auraient dû impliquer une coordination effective des forces rassemblées lors de ces Etats généraux.

Réunir trois mille délégués à Paris, avoir préparé cette réunion par des centaines de débats locaux, être parvenu à un certain accord politique entre les forces décidées à lutter pour soutenir les Vietnamiens, pour décider de trois journées d'action dans les semaines à venir sans préciser davantage les perspectives et les modalités de la coordination nécessaire : ces conclusions apparaissent insuffisantes à maints délégués qui entendaient poursuivre ensemble l'action engagée.

L'abstention sur les positions d'action des membres du Comité Vietnam National, de la plupart des animateurs du Mouvement du Milliard pour le Vietnam et de nombreux mi-

Révolution dont la classe dirigeante algérienne ne voudra jamais. Là est le verrou, et la gauche socialiste française doit le savoir quand elle apprécie la politique gaulliste envers le tiers monde, et envers l'Algérie en particulier.

Bien sûr, on se gardera de jouer au prophète ou au devin, mais il y a désormais un risque de voir ce pays s'aligner sur le Maroc par le type de son régime, ce qui décidément, avec l'Espagne et après la Grèce, ferait du Bassin méditerranéen une zone politiquement rétrograde. A cet égard, ce n'est peut-être pas uniquement l'entêtement obstiné du Maroc sur la question mauritanienne (depuis dix ans, en effet, l'opinion de ce pays, du Parti communiste au Palais Royal inclus, s'est figé dans une revendication sans issue), qui suffit à expliquer le caractère apparemment contre nature de l'axe Madrid-Alger-Nouakchott tout récent...

Cependant, les jeux ne sont pas faits, et il est curieux de voir, deux ans après le putsch du Colonel Boumediène, combien les idées et les lignes de force de l'époque Ben Bella (dont on n'oublie pas, bien sûr, les faiblesses) continuent à peser et à compter, comme par une vitesse acquise sur l'évolution politique de l'Algérie. Décidément, on n'est pas prêt d'avoir fini d'entendre parler du Maghreb : cinquante millions d'habitants vers 1980, soit l'équivalent de la population française actuelle. Ne l'oublions pas, et surtout quand on veut opposer l'alternative socialiste au pouvoir gaulliste. □

litants du P.S.U. est ainsi justifiée par l'absence de perspectives d'action offerte au « large front ami » souhaité.

Il importe maintenant, quels que soient les obstacles posés par certains, de poursuivre et développer l'action pour isoler l'impérialisme américain et apporter un soutien politique au peuple vietnamien sur la base des déclarations politiques de la R.D.V. et du F.N.L., et œuvrer pour une coordination effective de tous les opposants à l'agression américaine.

Ce ne seront pas des obstacles de procédure qui empêcheront ces réserves de s'exprimer, et il faut condamner le fait que notamment Laurent Schwartz n'ait pu exprimer les réserves qui étaient les siennes. L'unité exige la possibilité d'expression politique de tous ceux qui y participent. Croit-on ainsi se donner les moyens d'influencer toutes les couches à conquérir dans la lutte pour le Vietnam ?

Les Etats généraux pour la paix au Vietnam n'en constituent pas moins une étape importante, dont les résultats sont positifs ; les militants du P.S.U. agiront pour donner une ampleur considérable aux manifestations du mois de juin et consolider le large front uni de tous ceux qui sont solidaires du peuple vietnamien dans sa lutte pour la paix et l'indépendance de son unité. □

(*) Voir « *Vieille gauche et pays neufs* » dans Tribune Socialiste, 14 mai 1966.

T. V.

De toutes les couleurs

René Lali

Il y a quelques semaines, la corporation des ingénieurs de l'O.R.T.F. était réunie au grand complet.

A l'ordre du jour, la « couleur » : le réseau O.R.T.F. est-il prêt à diffuser la couleur ? Est-on prêt à produire, aussi bien les films que les émissions en direct qui alimenteront ce réseau ? Et surtout, la surprenante décision des pouvoirs publics de renoncer au Secam IV et d'adopter le Secam III, n'est-elle pas une erreur fondamentale, aussi énorme que celle qui consista, il y a dix ans, à s'entêter à conserver la définition 819 lignes, alors qu'il était sûr que la France resterait isolée ? L'adoption du Secam IV aurait permis encore une conversion facile avec le reste du réseau européen, qui a définitivement adopté le système allemand « PAL ».

Deux motions furent proposées à la centaine d'ingénieurs réunis, ceux de la recherche aussi bien que ceux de l'exploitation. L'une disait que le corps des ingénieurs était responsable vis-à-vis de la nation de l'équipement de l'O.R.T.F., et donc que, devant la carence et l'entêtement dans l'erreur du pouvoir, il était légitime de s'adresser, par la presse et par tous les moyens d'information disponible, au public. L'autre motion, reconnaissant cette carence et ces erreurs répétées, recommandait de rédiger une note au directeur général, seul responsable, afin que les mains des ingénieurs en soient lavées. C'est ce dernier texte qui fut voté à une très faible majorité, et encore M. Claude Mercier, le « patron » des ingénieurs depuis le départ du général Leschi, dut-il engager son autorité.

Ainsi donc, tout ne serait pas « rose » dans cette histoire de la « couleur ». Et pourtant, si l'on en croit la presse dans son ensemble, et même celle de gauche, il s'agirait d'une très grande réussite française, ayant à sa base une remarquable découverte, celle du Secam par Henri de France, réussite admirablement promue par l'Industrie française (un groupe dirigé par Sylvain Floirat et comprenant la C.S.F., Thomson-Houston et un groupe bancaire puissant), le tout remarquablement relayé par les pouvoirs publics, sous l'impulsion principale, du moins jusqu'au dernier remaniement ministériel, d'Alain Peyrefitte, qui mena à

bien les négociations avec l'U.R.S.S. Voyons les choses de plus près.

Un inventeur

un peu trop « moderne » :

Henri de France

Edison est resté, pour beaucoup de gens, le modèle de l'inventeur des temps modernes. Mais lorsqu'on regarde de près la vie de l'illustre inventeur, on est souvent surpris de l'esprit de lucre qui fut souvent le moteur de ses actions.

Henri de France est un peu ce genre de personnage. Il joint à un esprit inventif indiscutable, un goût des affaires, celui-là très discutable. Les travailleurs de l'électronique se souviennent sans doute de la faillite, il y a dix ans, de R.B.V.-Radio-Industrie, groupe dans lequel Henri de France possédait un gros paquet d'actions. Précédemment, il est vrai que Henri de France fut le promoteur du 819 lignes, définition en principe la meilleure par la finesse et la qualité des images, mais qui conduisit à un encombrement des longueurs d'ondes, de l'« éther » déjà fort gênant, il y a dix ans, et absolument prohibitif à l'époque de la « couleur ». Pour des raisons d'économie et de techniques comparées et raisonnées, tous les pays européens continentaux adoptèrent le 625 lignes, correspondant au 525 lignes américain (les définitions sont équivalentes, car aux Etats-Unis, le courant alternatif est distribué en 60 périodes). Naturellement, tous ces pays furent accusés d'allégeance à l'égard de l'industrie des Etats-Unis. Seuls, le Vatican, à qui nous en fimes cadeau, dans l'espoir que l'Italie suivrait, et le Luxembourg, par les bons soins de l'agence Havas, adoptèrent le 819 lignes. La France s'entêta, derrière Henri de France. Mieux, le lignage qui existait jusqu'alors en France, le 441 lignes, fut détruit par le feu. Un incendie « providentiel » détruisit l'émetteur de la tour Eiffel et les 20.000 possesseurs de postes furent ridiculement dédommagés.

Eh bien, le 819 lignes de M. de France, nous l'avons toujours sur les bras en 1967. Déjà, pour la seconde chaîne, il avait fallu adopter le 625 lignes et créer ces récepteurs, uniques au monde dans leur genre, combinant deux lignages (le 819 lignes

étant conservé pour la première chaîne).

Maintenant, la « couleur » impose le 625 lignes. Mais alors, que faire des 7 millions et demi de postes vendus pour recevoir la première chaîne ? Mettre le feu à l'émetteur ne ferait plus sérieux à une époque hautement technocratique comme la nôtre. Alors, on s'engage dans le compromis : conserver le 819 lignes et le 625 lignes, pour la seconde chaîne et la « couleur ». Ce qui conduit, et encore en admettant des « libéralités » fiscales et financières de la part du pouvoir et du grand capitalisme, à construire des récepteurs de télévision qui vaudront à peu près 500.000 à 600.000 francs anciens. Mais, arrivés là, il nous faut examiner les responsabilités du « Grand Capital ».

Une société

en mauvais état

La C.S.F. était, il y a peu encore, considérée comme une entreprise dynamique, efficace, la fine fleur du néo-capitalisme français. Son capital est détenu en partie par la Banque de Paris et des Pays-Bas, laquelle est représentée à son conseil d'administration par des gens comme M. Jean Reyre et M. François Laurent-Athalin. Avoir derrière soi la première banque d'affaire du pays est déjà énorme, mais il faut savoir aussi que le premier client d'une grande société d'électronique est l'Etat et plus particulièrement le ministère de la Guerre. En effet, l'électronique est à la base de tous les systèmes de repérage (radars, tracking des satellites, etc.), de guidage (fusées, engins balistiques ou autres, etc.), de télécommande, etc. Plus de la moitié des commandes de la C.S.F. viennent de la Défense nationale. C'est un client sûr.

Malgré ces atouts majeurs, on fut étonné d'apprendre par la bouche de M. Maurice Ponte, le président-directeur général, que la Compagnie, par son dernier bilan, était déficitaire d'environ 15 milliards d'anciens francs.

La seule explication donnée serait que les « scientifiques », tel M. Ponte lui-même, qui se verraient retirer la confiance de ces messieurs de la « phynance », auraient multiplié par trop les recherches pures, recherches très coûteuses en ce domaine.

Ne serait-ce pas plutôt, qu'à la demande de l'Etat, nommément sous l'intervention de M. Peyrefitte, appuyé entièrement par Pompidou et de Gaulle, la C.S.F. se serait engagée trop avant dans cette aventure de la « Couleur » ?

Alors, quand une affaire ne marche pas, dans ce monde où les affaires de l'Etat et les affaires tout

court se mélangent un peu, on lance un nom magique : Sylvain Floirat, l'homme providence.

Un homme providentiel ennuyé

Dans ce genre d'opérations, Sylvain Floirat a un riche passé. On a l'habitude, dès qu'une affaire ne marche pas, de s'adresser à lui pour qu'il investisse une partie de son argent. Ainsi fut-il fait, dans le passé, pour Bréguet, pour Image et Son (Europe n° 1), pour Matra.

Et brusquement, ces entreprises, jusque-là périlicantes, se redressent et deviennent la source de profits intéressants. Aussi, tout naturellement, une nouvelle fois, lui conseille-t-on de s'intéresser à la « Couleur ». Un groupe fut constitué, comprenant les banques d'affaires, la C.S.F., Thomson-Houston, et pour un tiers environ son argent propre.

Mais cette fois M. Floirat s'aperçut très vite que vendre des postes entre 500 et 600.000 anciens francs serait utopique ; les investissements à faire sont tels que la vente en grand ne pourrait se faire qu'à l'échelle américaine, à l'échelle du Marché commun par exemple (et seules des ventes massives permettraient de faire baisser le prix des postes).

Or, la politique gaulliste nous a coupé de ce marché possible. L'U.R.S.S. ? L'expérience prouve que les Russes sont de mauvais clients ; outre qu'ils reviennent constamment sur les caractéristiques techniques du marché, les clauses du contrat qu'ils ont signé équivalent plutôt à une vente de brevets et à une aide technique qu'à un marché commercial.

La « couleur » : une affaire politique

Si, pour la première fois de sa vie, Sylvain Floirat risque très fort de faire une mauvaise affaire, c'est qu'il n'a pas le contrôle de certains facteurs essentiels. Parce que là encore, il voulait faire pièce aux Américains, de Gaulle a répondu aux appels de pied des Soviétiques et alors que nos partenaires européens envisageaient assez favorablement l'adoption du Secam, la morgue et le ton hautain utilisés lors de la conférence de Vienne les ont rejetés du côté des Américains et du système allemand « Pal ».

Ainsi, l'avenir de l'industrie électronique française a-t-il été utilisé pour les besoins très provisoires d'une politique étrangère dont on connaît les fluctuations. □

Assemblée Nationale

Pouvoirs spéciaux : L'intervention de Pierre Mendès France

L'ensemble de la Presse Française sans distinction d'opinions a salué élogieusement la rentrée parlementaire de Pierre Mendès France. « Il lui a suffi d'un discours. En une heure le député de Grenoble s'est imposé — commente Le Journal du Dimanche — et a démontré que l'opposition était capable d'offrir une politique et pouvait prétendre à diriger l'Etat. »

Certes le discours intégral que « T. S. » est le seul journal à présenter, demande à être lu attentivement. Mais il contient l'essentiel des critiques que notre Parti n'a cessé de faire contre la politique gaulliste, depuis 1958. Et il précise les solutions qui devront nécessairement être proposées par les partis de Gauche, lorsque ceux-ci reprendront le Pouvoir.

Une fois de plus, avec cette intervention de Pierre Mendès France, s'affirme la volonté du P.S.U. de vouloir toujours donner la priorité au contenu politique.

« T. S. »

Un blanc-seing pur et simple

Ce n'est pas la première fois, et de loin, — le Premier ministre l'a rappelé hier —, que l'Assemblée est appelée à accorder une délégation de pouvoirs au gouvernement. Je crois pouvoir dire cependant que *c'est la première fois que le gouvernement lui demande un blanc-seing pur et simple*, car elle ne connaît aucunement — même de la manière la plus vague — l'usage que le gouvernement entend faire des pouvoirs très larges qu'il réclame. L'exposé des motifs du projet est extrêmement laconique. L'intervention du Premier ministre devant la commission spéciale n'a pas apporté plus de lumière, le Premier ministre n'ayant pu — ou voulu — répondre à un certain nombre de questions, et ayant refusé de communiquer certains rapports — comme les rapports Ortoli ou Canivet —. Dans son discours d'hier, il n'a donné sur quelques points particuliers, que des indications très incomplètes. Sur la politique générale du gouvernement

et son orientation d'ensemble, sur son appréciation de la conjoncture, et la façon dont il entend y faire face, rien n'a été dit. C'est tellement vrai que le Premier ministre, qui ne pouvait pas ne pas en avoir conscience, a proposé qu'une grande confrontation ait lieu sur les questions économiques, sociales et financières à la fin de la session — mais les pleins pouvoirs auront déjà été accordés.

Ne sachant rien des mesures que le gouvernement compte prendre, je ne discuterai pas matière par matière des sujets visés par le projet de loi. Je me contenterai, dans la première partie de mon exposé, d'analyser l'action menée hier par le gouvernement — ce qui est la seule manière de comprendre ce qu'il fera demain — ; et, dans la deuxième partie, d'esquisser les lignes principales de ce que devrait être la politique économique de notre pays d'après les divers programmes publiés par les formations de gauche et les organisations syndicales.

Pour supprimer l'inflation il faut des réformes de structure

D'abord, le passé. Depuis la fin de la dernière guerre et jusqu'à l'instauration de la V^e République, le développement de notre pays a suivi un processus constant : grâce à des investissements importants dans les secteurs public et nationalisé et à l'encouragement aux investissements privés, nous avons connu une croissance rapide et le plein emploi. Mais la faiblesse politique du régime a empêché des réformes de structure, qui

auraient mis fin à la tension sur les prix et nous avons subi des tensions inflationnistes et des dévaluations fréquentes.

Vous avez voulu mettre un terme à l'inflation : mais vous n'en avez certainement pas la même conception que nous, bien que nous la jugions tous malfaisante. Pour certains — dont je suis —, dans un pays développé comme le nôtre et à notre époque, l'inflation prend naissance

et se diffuse à partir de certaines rigidités de l'offre et de la demande — rigidités tantôt inévitables, comme dans le cas du manque physique de certains facteurs de production, ou tantôt évitables, comme dans le cas de la spéculation foncière et immobilière que l'on n'a pas eu le courage de maîtriser depuis dix ans.

Ces rigidités entraînent des tensions sur les prix, les salaires, les investissements, et, en définitive, provoquent l'inflation.

Le combat contre l'inflation exige

Vous avez réservé vos faveurs fiscales aux détenteurs du capital

En réalité, pour vos ministres des Finances successifs, l'inflation est un fait d'ordre purement monétaire. Pour y remédier, vous vous êtes donc uniquement attachés à limiter la masse monétaire : vous avez comprimé tout particulièrement les contributions de l'Etat, des banques, et des entreprises elles-mêmes à l'investissement, au moment où nous avions tant de retards à rattraper. Sans doute comptiez-vous sur l'initiative privée pour soutenir le volume global des investissements. Vous espériez, grâce à un contexte politique approprié, amener les particuliers à consommer moins, à épargner plus, et à investir par l'intermédiaire d'un marché financier rénové — mais rénové à la manière du XIX^e siècle !

Toute votre politique est fondée sur le rêve d'un retour à l'âge d'or du capitalisme.

Vous avez dégrévé les capitaux et leurs revenus : votre excellent ami, M. Loichot, a publié un tableau cruel qui permet de constater que, depuis 1959, le capitaliste qui reçoit un million brut d'anciens francs de dividendes a vu sa situation fiscale s'améliorer régulièrement, alors que celle du salarié ayant le même revenu n'a cessé de s'aggraver. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*)

C'est encore un journal de votre majorité qui s'indignait d'une politique des revenus qui, disait-il, n'était à l'endroit des travailleurs, qu'une police des salaires, alors que, pendant le même temps, les revenus des possédants étaient l'objet de dégrèvements répétés. C'est M. Edgar Faure qui confiait récemment à la télévision qu'il aurait été juste, quand on

donc un effort pour réformer les structures fautive. Quelques réformes ont été annoncées, mais elles n'ont jamais été entreprises. Ainsi vous n'avez pas su lutter réellement contre la spéculation immobilière et, lorsque M. Pisani a préconisé certaines mesures, elles ont été émasculées, ajournées, et elles sont encore en instance devant notre Assemblée : c'est ce qu'a motivé, à la commission des Lois, la récente protestation de M. Defferre qui a posé au gouvernement des questions pertinentes auxquelles il n'a pas encore répondu.

a inventé le crédit d'impôt et l'avoir fiscal pour les détenteurs de revenus du capital, de prendre des mesures équivalentes pour les salariés : s'il avait été suivi il ne resterait plus rien aujourd'hui de l'impôt sur le revenu puisque, par un décret plus récent, a été instituée une exonération totale de cet impôt pour le produit des placements effectués par les contrats d'épargne à long terme.

Dans ce même journal, l'on calculait que, pour certains capitalistes, pour un revenu de 100 francs, la valorisation de 1959 à 1966 avait atteint 570 % du revenu net, et provenait essentiellement de réductions d'impôt.

On comprend que les membres de la commission des Finances aient tenu à demander à M. le ministre de l'Économie s'il avait l'intention de prendre de nouvelles mesures fiscales par voie d'ordonnances. Il y a deux semaines, il répondit qu'aucune délégation fiscale ne serait demandée. Il ne devrait donc y avoir, par voie d'ordonnance, aucune modification à la fiscalité en vigueur, ni surcharge ni avantage pour quelque catégorie que ce soit. Mais la surprise fut grande lorsque, devant la commission spéciale, le gouvernement, se montrant beaucoup moins net, beaucoup moins catégorique, a paru se réserver le droit de prendre ce qu'il a appelé des mesures fiscales « d'incitation », ce qui peut correspondre à des détaxations, des remaniements de tarifs ou d'assiette, se traduisant soit par des majorations, soit par des dégrèvements. Il faut que l'Assemblée connaisse, au moins, la portée exacte de ce qu'on lui demande de voter, et que, loyalement, le gouvernement dise si, oui ou non, il prendra par ordonnances de nouvelles dispositions fiscales.

La débudgétisation aboutit à une véritable déplanification

Quoi qu'il en soit, par ses générosités fiscales envers certaines catégories, le gouvernement a réduit ses disponibilités financières, alors qu'un peu plus de justice fiscale aurait

procuré à la nation les moyens de rattraper le retard pris en matière d'équipement social, d'hôpitaux, d'écoles, de logements, etc.

Mais le gouvernement se flattait de

rétablir un équilibre budgétaire « à la Poincaré », et de supprimer l'im-passe, ce qui est de bonne gestion en certaines périodes, mais justement pas en ce moment.

En tout cas pour y parvenir on a rejeté du budget sur la Caisse des Dépôts, voire sur le marché financier, des financements d'investissements autrefois assurés et qui deviennent ainsi à la fois aléatoires et coûteux. La débudgétisation des dépenses d'équipement a conduit à rejeter sur les départements, les communes et diverses caisses para-publiques, les charges antérieurement supportées par le budget national. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et sur plusieurs bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*)

Du même coup, la Caisse des Dépôts et Consignations s'est trouvée obligée de renoncer à certaines initiatives dans le domaine de la production. Aujourd'hui, elle se limite au logement social et à des opérations de puissance publique. Les autres investissements productifs ont été rejetés vers des modes de financements plus aléatoires et, par conséquent, plus coûteux. Ainsi la budgétisation aboutit à une véritable déplanification.

L'Etat s'est déchargé de certaines de ses obligations (notamment en ma-

tière de logement) mais les autres sources de financement se sont révélées très décevantes. C'est un fait que les banques françaises nationalisées ou non n'aiment pas prêter à long terme sur signature pour des investissements. Elles sont plus réservées sur ce point que les banques allemandes ou américaines. C'est également un fait que les particuliers, étrillés depuis cinquante ans par les troubles monétaires, ne souscrivent plus aux émissions des sociétés industrielles. C'est un autre fait que, partout dans le monde, l'évolution est la même, et que, partout, l'Etat se considère comme de plus en plus responsable de l'alimentation en capitaux des investissements productifs. Comme il faut bien choisir, cette situation explique la nécessité d'avoir un plan.

C'est ce dont nous fimes l'expérience en France après la seconde guerre mondiale, de façon très empirique, sans volonté de faire du socialisme, sous l'empire de la nécessité.

L'Etat, rassemblant toutes les ressources dont il pouvait disposer, alimenta notamment le Fonds de développement économique et social et finança la construction des H.L.M.

Durant toute cette période les milieux financiers reprochèrent aux ministres des Finances successifs d'assécher le marché financier, de sevrer les sociétés privées de leurs ressource-

ont mis à la disposition des banques des ressources importantes !

Et toute cette politique systématique, pour quels résultats ? Le gouvernement espérait que l'épargne se dirigerait vers les investissements privés productifs, vers des placements dont les taux auraient pu être de plus en plus faibles. En fait, les particuliers ont boudé la Bourse et les émissions financières, dont les taux sont devenus de plus en plus élevés. L'épargne s'est obstinée à rester liquide ou semi-liquide. D'année en année, le pourcentage de l'épargne nationale en placements longs a diminué. La politique de débudgétisation, de « privatisation » devait aboutir à un sursaut de dynamisme : elle n'a conduit qu'à cette sorte de langage qui a saisi tout le corps économique. Les investissements sont plus faibles en France que chez nos concurrents. Le chômage a fait son apparition. La Bourse stagne. Un climat d'incertitude règne sur l'ensemble de l'économie nationale. Certains attendaient beaucoup de l'auto-financement. C'est un procédé technique auquel, pour ma part, je ne suis pas hostile par principe. Mais il ne peut fonctionner que s'il y a des profits, et ne peut donc procurer de ressources lorsque la stagnation sévit.

Quel est le bilan de tout cela ? Dans le secteur industriel, tantôt l'on

n'utilise l'équipement productif qu'à 70 ou 80 % de sa capacité, et il n'est pas question de faire de nouveaux investissements ; tantôt, l'on veut moderniser pour faire face à la concurrence, mais on n'en a pas les moyens propres, et on ne les trouve pas non plus sur le marché financier.

Ainsi s'explique la pénétration des capitaux étrangers, avec toutes leurs exigences.

De cette situation, Monsieur le Premier ministre, vous avez pris conscience. Mais au lieu de rendre à l'Etat son rôle d'intermédiaire dans la transformation de l'épargne en placements à long terme, au lieu de ranimer le F.D.E.S. dont la dotation a diminué constamment, vous avez, par un certain paradoxe, décidé de procurer des ressources à certaines industries particulièrement importantes, telles que sidérurgie ou industrie de l'automobile. A l'automne 1965 et à l'automne 1966, l'Etat a lancé deux emprunts dont il a redistribué le produit à des industries à un taux inférieur à celui qu'il avait lui-même versé pour mobiliser les sommes correspondantes !

Il a passé avec elles des accords, très empiriques, coup par coup, sans ligne directrice, sans contrôle du Parlement, ni du Conseil économique et social, et sans garantie véritable. Ainsi, il a mis une somme énorme, 200 milliards, à la disposition des chantiers navals, sans que ceux-ci se soient engagés à se moderniser, à se concentrer ou à se transformer. Leur situation paraît bonne actuellement, mais les commandes françaises seront extrêmement faibles, ou même nulles, entre 1968 et 1970, et personne ne connaît les solutions que vous vous proposez d'apporter à la crise qui ne manquera pas de se produire. D'ores et déjà, trois chantiers sont en cours de fermeture et trois autres sont menacés.

Une politique moderne et ouverte sur l'avenir aurait consisté à affecter une partie des crédits à la création d'industries nouvelles près des chantiers — vous ne l'avez pas fait — d'autre part à élaborer un système

d'allocations garanties pour les travailleurs acceptant de se convertir, ce qui était préconisé par le rapport général sur le V^e Plan, mais qui n'a pas été réalisé.

Sur l'accord conclu entre les pouvoirs publics et l'industrie sidérurgique, nous ne disposons que d'informations incomplètes. En effet, le texte publié par vos services ne dit rien des conditions de l'aide financière de l'Etat — qu'on peut supposer très favorables, en tout cas fort éloignées de celles du marché financier — ni du prix auquel les Houillères cèderont le charbon à coke, ni de l'attitude que le gouvernement s'est engagé à prendre au sein du pool charbon-acier, ni des promesses des entreprises.

M. DEBRE, *Ministre de l'Economie et des Finances.* — Tout cela a été publié.

M. MENDES FRANCE. — C'est ce que vous m'avez déjà répondu à la commission des Finances et je me suis cru mal informé. Mais, depuis, j'ai vérifié et je répète que, dans le document publié, vous avez fait disparaître les renseignements relatifs aux points que j'ai indiqués et qui, seuls, nous permettraient de juger de la valeur du contrat.

L'essentiel échappe donc au Parlement comme à l'opinion. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et sur quelques bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*)

M. le MINISTRE de l'Economie et des Finances. — Je vous répondrai tout à l'heure.

M. MENDES FRANCE. — Nous savons, en revanche, que les employeurs n'ont pris aucun engagement en matière sociale, alors que la nouvelle politique peut provoquer des réductions de salaires, des suppressions d'emplois, des déplacements de main-d'œuvre. Il en va de même des opérations de concentration menées dans la banque et dans l'industrie sous l'égide de la commission de développement industriel.

Le retour au financement privé a stoppé la construction

Un mot, en passant, d'un secteur dans lequel vous avez, tout en employant des procédés différents, mené la même politique : celui de la construction immobilière. Pour les aides prodiguées à la construction privée, vous n'avez jamais exigé l'exécution d'un programme correspondant aux besoins populaires. Pour diminuer l'effort financier de l'Etat, vous avez réduit les programmes de logements sociaux, et vous avez encouragé les promoteurs privés et les banques à construire. Qu'ils dussent avoir une préférence pour les logements chers était facile à prévoir. Mais ils en ont construit quatre fois trop et ils n'arrivent plus à les vendre. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédéra-*

tion de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et quelques bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.) Cependant, trois ou quatre millions de Français vivent dans des logements surpeuplés, faute de moyens suffisants pour se procurer les appartements disponibles : c'est une fâcheuse planification !

D'autre part, le gouvernement a obligé la Caisse des Dépôts à rembourser les bons du Trésor aux banques, dont la trésorerie s'est trouvée reconstituée. Ainsi, sans s'en douter, par leurs dépôts dans les Caisses d'épargne en 1966, les particuliers

Comment n'avez-vous pas exigé des groupes qu'ils proportionnent leurs programmes au volume de la demande par catégories de prix selon les pouvoirs d'achat des diverses catégories des demandeurs de logements, c'est-à-dire en donnant la priorité aux logements populaires.

Ils auraient gagné moins, mais nous aurions plus de maisons et moins de chômage dans le bâtiment. La politique de construction est l'échec le plus éclatant du régime, de l'aveu même de M. Pompidou à la télévision — car M. Pompidou en dit beaucoup plus à la télévision qu'à la tribune de l'Assemblée. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et sur quelques bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*)

M. POMPIDOU, Premier ministre. — (*Applaudissements sur les bancs de l'Union Démocratique pour la V^e République.*) Quand vous étiez président du conseil, vous parliez à la télévision toutes les semaines ; moi je ne l'ai fait qu'une fois soit les quatre mois*. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union Démocratique pour la V^e République et des Républicains Indépendants.*)

M. MENDES FRANCE. — Je suis sûr que l'Assemblée sera sensible à cet argument technique à propos de la construction immobilière ! (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste, et quelques bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*)

M. le PREMIER MINISTRE. — Je ne vous ai répondu qu'au sujet de la télévision. Si vous voulez un argument technique, je n'ai jamais utilisé le mot « échec ». (*Applaudissements sur les bancs de l'Union Démocratique pour la V^e République et des Républicains Indépendants.*)

M. MENDES FRANCE. — Vous

Une nouvelle planification

Pour en revenir à un sujet plus général, je trouve extraordinaire que vous n'avez donné ni au Parlement, ni aux syndicats, ni à l'opinion, des informations complètes et précises sur des accords qui assurent une interpénétration de plus en plus intime de l'Etat et des intérêts privés et qui intéressent la classe ouvrière par leurs conséquences possibles. C'est d'autant plus surprenant que vous parlez abondamment des droits des travailleurs, de participation, de partage et de cogestion.

J'ai parlé tout à l'heure de « dé-planification » : j'ai peut-être eu tort, car nous assistons, en fait, à une planification d'un type tout à fait nouveau, fondée sur une concertation bien organisée entre l'Etat dispensateur d'aides et les groupes d'intérêts.

Je reconnais que la France a besoin d'une grande politique industrielle fondée sur la modernisation, la productivité, la redistribution géographique. Mais je m'élève contre des méthodes qui sacrifient l'intérêt général à ceux qui sont responsables

(*) P. M. F. a eu l'élégance de ne pas rappeler au Premier ministre que c'était à la radio et non la télévision. (Note de la rédaction.)

avez dit ceci : « La construction souffre d'un ralentissement dû à la crise qui sévit sur les logements chers... Les constructeurs privés se sont jetés sur la partie de la clientèle capable de payer. » (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.*)

C'est très clair : vous vous en êtes remis aux constructeurs privés, vous constatez leurs erreurs, et vous voulez continuer à vous en remettre à eux. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et du Groupe Communiste.*) La meilleure preuve, c'est que, lors du dernier débat budgétaire, un certain nombre de députés, même de la majorité, ont demandé qu'un plus gros effort soit fait en matière de logements sociaux.

PLUSIEURS DEPUTES sur les bancs de l'Union Démocratique pour la V^e République. — C'est normal !

M. MENDES FRANCE. — C'est parfaitement normal...

M. FLORNOY. — Pour la majorité !

M. MENDES FRANCE. — Même pour les députés de la majorité, qui, je le reconnais, ne sont pas toujours inconditionnels en paroles. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et sur quelques bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*) Mais ils ont quand même voté les crédits demandés par le gouvernement, qui ne permettaient pas cette extension du programme des logements sociaux. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

de la rigidité des structures économiques que l'on dénonce.

En outre, parce que vous avez volontairement renoncé à mobiliser autant de ressources que vous le pouviez, parce que vous avez voulu vous en rapporter aux décisions du secteur privé, vous avez limité l'effort des pouvoirs publics en faveur de la décentralisation et du développement régional. Le nombre annuel des opérations de décentralisation décroît lentement, mais régulièrement, l'importance moyenne de chaque opération aussi. La dotation du F.D.E.S. pour la décentralisation diminue. Le résultat, c'est que les provinces ne retiennent plus les travailleurs, et que la région parisienne compte 200.000 habitants de plus par an, alors que le schéma directeur tablait sur une augmentation annuelle de 120.000.

Devant les résultats décevants de la politique libérale — et les conséquences qu'ils ont eues sur les élections présidentielles — le chef de l'Etat a annoncé des changements et nommé aux Finances un homme qui passait pour plus attaché à la planification que M. Giscard d'Estaing. M. Michel Debré a, en effet, manifesté quelque intention de faire

jouer un rôle plus actif à l'Etat, et il a annoncé que la déduction fiscale de 10 % serait réservée aux investissements déclarés prioritaires par le Plan. Mais, devant l'hostilité de certaines branches de l'industrie, il a reculé et il a maintenu la déduction pour tous. Ce qui aurait pu être une orientation économique positive est devenu une subvention fiscale par laquelle l'Etat prend en charge une partie de cet enrichissement des en-

treprises que M. Vallon voulait naguère distribuer aux travailleurs. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et du Groupe Communiste.*) M. Debré entendait, d'autre part, ne supprimer le blocage des prix qu'en faveur des industriels qui auraient pris des engagements précis. Mais il a dû céder, là aussi, et se contenter de contrats imprécis et d'assurances vagues.

Seule la pression ouvrière vous oblige à agir

Qu'il s'agisse des ouvriers de Decazeville, des Forges du Boucau ou des Hauts Fourneaux de Chasse, dans tous les cas, ce sont des mouvements ouvriers très importants qui vous ont obligés à agir. Jamais vous n'êtes intervenus spontanément. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et du Groupe Progrès et Démocratie Moderne*) et c'est toujours la grève qui vous a contraints à ouvrir un dossier. Vous avez alors accordé des aides et des crédits exceptionnels mais, en aucun cas, vous n'avez élaboré une politique et une solution d'ensemble à long terme.

Les dispositions que vous avez prises ont même souvent constitué des charges supplémentaires pour l'économie nationale, au détriment de sa compétitivité. A l'égard des charbonnages, vos décisions ne sont pas intégrées dans une politique de l'énergie ; à l'égard des mines de fer, elles ne le sont pas dans une politique de la sidérurgie.

Je suis très heureux que des questions aussi importantes vous amusent...

M. le MINISTRE de l'Economie et des Finances. — Ce ne sont pas les questions, mais la manière dont vous les traitez.

Votre planification nouvelle se fait dans le secret des cabinets

M. MENDES FRANCE. — Vous avez annoncé que vous me répondriez et je serai heureux d'apprendre par vous sur quels points je me suis trompé. Au moment où vous m'avez interrompu par votre hilarité, je m'apprêtais à constater que vous aviez porté une attention plus grande à certaines industries de pointe, par exemple l'industrie atomique, les industries spatiales, le plan-calcul. Vous pouviez en dessiner les perspectives d'avenir, mais vous l'avez fait, chaque fois, selon les normes les plus conservatrices. Au lieu du plan-calcul, qui bénéficie à des sociétés privées, pourquoi ne pas avoir créé une société nationale des ordinateurs ? (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et du Groupe Communiste.*) Pourquoi ne pas avoir associé à votre action les ouvriers et les cadres ? Vous avez signé des contrats de programme qui prévoient des réunions périodiques entre hauts fonctionnaires et représentants des professions, réunions qui se tiennent parfois dans le cabi-

net du ministre. Mais tout se passe sans publicité, ni contrôle, ni information des syndicats.

Devant la commission des Finances, vous avez déclaré que cette collaboration devait avoir pour objet l'application et le succès du Plan. Mais l'accord sur la sidérurgie mentionne le Plan, non pas dans son texte même, mais seulement dans son préambule. Si votre seul objectif est l'application du Plan, pourquoi avoir créé un comité de développement industriel dont l'action demeure confidentielle, pourquoi ces réunions dans le secret, pourquoi ne pas utiliser les commissions du Plan et celles du Conseil économique ?

Est-ce parce que les représentants syndicaux y siègent ou est-ce parce que les objectifs du Plan n'ont plus la priorité ?

A une planification certes incomplète, vous substituez une planification secrète où l'Etat s'engage sans contrôle ni garanties. Cette évolution, à elle seule, justifierait le dépôt d'une motion de censure.

Pour assurer le plein emploi il faut une autre politique

J'en viens à la politique qui, à nos yeux, correspondrait le mieux aux besoins du pays. Vous ne serez pas surpris, au lendemain de l'impressionnante grève des mineurs, que

je place le plein emploi en tête de nos préoccupations. Vous voulez faciliter le reclassement des chômeurs, créer un système de bourses d'emplois. Nous applaudirons à ces pro-

grès, même tardifs, mais les mesures qu'ils impliquent ne nécessitent pas un recours aux ordonnances; l'Assemblée aurait été prête à les voter, sans doute à l'unanimité.

En réalité, il ne s'agit pas d'une politique de plein emploi car, ainsi que l'a dit M. Bergeron, *il ne suffit pas d'indemniser le chômage, il faut l'empêcher*. Le voulez-vous? On peut en douter lorsque vous parlez, par euphémisme sans doute, d'un marché du travail détendu. Quand un « volant de main-d'œuvre », comme vous dites, existe, les revendications sur les salaires sont moins vives.

Vous avez choisi un taux de croissance économique moins rapide que précédemment et, pour l'emploi, l'objectif pour 1970 est au niveau de celui de 1965, alors que le chômage était déjà supérieur, en 1965, à la moyenne constatée depuis 1950 et que des générations nombreuses arrivent sur le marché du travail. Qu'avez-vous prévu pour elles, sinon une promesse de chômage accru?

Pour atteindre le plein emploi, il faudrait un taux de croissance de 6%. Nous en sommes loin, car il n'est même pas certain que ce taux atteindra les 4,7% que vous espérez.

Qu'il s'agisse du Plan, de votre politique budgétaire déflationniste ou des lois de l'économie de marché auxquelles vous vous en remettez, rien ne permet d'assurer que vous cherchez à empêcher le chômage.

Or, il s'accompagne d'une diminution des horaires de travail qui a une incidence considérable sur le

La planification est compatible avec la démocratie

Certes, beaucoup d'hommes qui travaillent redoutent les initiatives de l'Etat et croient qu'une politique de gauche est forcément orientée contre le profit, même le plus respectable. Or, nous vivons dans une économie où coexistent un secteur public et un secteur privé. On peut discuter sur ce qui doit appartenir à chacun de ces secteurs, mais une chose est certaine, c'est que nous continuerons longtemps, peut-être toujours, à vivre dans une économie composite de ce genre. Aussi est-il impossible d'ignorer ou d'abolir ce qui est le moteur des entreprises privées, le profit. Il n'existe d'ailleurs aucune incompatibilité entre une planification souple et la gestion correcte des affaires privées. L'un des moyens d'accorder l'une et l'au-

tre leur rôle normal d'animateurs de l'économie. En plus des crédits inconditionnels, un budget doit comporter des tranches optionnelles qui permettent de l'adapter aux circonstances. Or, *je ne peux cacher mon inquiétude devant la conjoncture présente*. En 1963, on a dit que votre prédécesseur était intervenu trop tard pour empêcher une surchauffe économique, ce qui l'avait conduit à agir trop brutalement. Je crains qu'aujourd'hui vous ne vous trouviez dans une situation inverse: augmentation du chômage, diminution des importations, production piétinante et morne, dans certains secteurs, déclinante. Devant la commission spéciale, le Premier ministre a paru en rejeter la responsabilité sur les fluctuations économiques internationales. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus comme sur votre politique monétaire extérieure. Quoi qu'il en soit, c'est une raison de plus pour agir en temps utile.

Une relance est devenue nécessaire. Or, par chance, vous pouvez l'entreprendre sans risques et mener une

Il faut aussi pratiquer une véritable politique des revenus, une politique qui ne soit pas seulement limitée aux salariés, voire dirigée contre eux, mais qui influe sur le niveau des prix, sur les secteurs où la spéculation se manifeste, sur les structures, sur la conjoncture et qui assure une meilleure répartition du profit.

tre pourrait résider dans ces contrats que vous passez avec certaines industries, mais à condition que l'esprit en soit modifié, que le contenu en soit discuté avec les responsables syndicaux et qu'y soient toujours inscrites les dispositions d'ordre social. Parallèlement, et pour reprendre l'expression de l'un des vôtres qui n'a pas dû faire plaisir à M. Guichard, vous devriez entreprendre une véritable politique d'aménagement du territoire. Mais une telle politique exige une démocratisation de la vie régionale, alors que vous pratiquez une déconcentration autoritaire. (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*)

Vous vous résignez à la stagnation

Après avoir indiqué dans quelle direction nous devrions nous orienter d'une façon permanente, je voudrais dire un mot de la politique

conjoncturelle. Au lieu de vous cramponner à une conception poincariste du budget et de la monnaie, vous devriez rendre à l'un et à l'au-

tre leur rôle normal d'animateurs de l'économie. En plus des crédits inconditionnels, un budget doit comporter des tranches optionnelles qui permettent de l'adapter aux circonstances. Or, *je ne peux cacher mon inquiétude devant la conjoncture présente*. En 1963, on a dit que votre prédécesseur était intervenu trop tard pour empêcher une surchauffe économique, ce qui l'avait conduit à agir trop brutalement. Je crains qu'aujourd'hui vous ne vous trouviez dans une situation inverse: augmentation du chômage, diminution des importations, production piétinante et morne, dans certains secteurs, déclinante. Devant la commission spéciale, le Premier ministre a paru en rejeter la responsabilité sur les fluctuations économiques internationales. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus comme sur votre politique monétaire extérieure. Quoi qu'il en soit, c'est une raison de plus pour agir en temps utile.

Une relance est devenue nécessaire. Or, par chance, vous pouvez l'entreprendre sans risques et mener une

Pour une politique de négociation et de dialogue

Mais depuis plusieurs années, c'est par la menace du chômage que le gouvernement a choisi de peser sur les salaires. Nous préconisons, au contraire, une politique de négociation et de dialogue. Les travailleurs savent que le plein emploi suppose une discipline, mais ils demandent à participer à l'élaboration de ses règles et à en connaître les contreparties. Dans un récent article, un membre du Club Jean-Moulin a dit très justement qu'il n'était pas bon que la discussion se déroule seulement entre les pouvoirs publics et les employeurs.

Votre régime se refuse au débat ouvert, à l'information. Il refuse la discussion devant l'Assemblée. Il la refuse avec les syndicats.

J'aurais souhaité que vous suscitez une grande conférence nationale de l'emploi à laquelle auraient participé, avec vos fonctionnaires, des parlementaires et des représentants du patronat et des syndicats, et, comme le problème ne peut être résolu sur le seul plan national, j'aurais souhaité aussi que vous proposiez à nos partenaires du Marché commun et à la Grande-Bretagne la réunion d'une conférence européenne du plein emploi, qui aurait pu préparer cette politique économique commune préconisée par M. Marjolin et qui préfigure pour nous une future planification européenne.

Pour m'en tenir aux affaires françaises, il faudrait convoquer de nouveau la conférence des revenus, qu'animait naguère M. Massé, mais en lui donnant cette fois les éléments d'information qu'on lui a d'abord refusés et que M. Gruson était chargé de recueillir. Est-ce un hasard si ces deux hommes ont été appelés à d'autres fonctions? (*Applaudisse-*

politique plus active, plus indépendante des groupes d'intérêt. *Malheureusement, vous vous résignez au sous-emploi et à la sous-productivité.*

Vous pourriez par exemple relancer la construction en débloquent des crédits du Crédit Foncier et en augmentant ceux des offices d'H.L.M.; vous pourriez accélérer le rythme de consommation des dotations budgétaires, émettre des emprunts. Quand, dans un pays, des moyens de production sont disponibles, de telles mesures peuvent être prises immédiatement.

Sans doute, en d'autres circonstances, ce sont d'autres mesures qui seraient nécessaires. Celles dont j'ai parlé ne suffiront pas toujours. C'est là un problème auquel les hommes de gauche, plus encore que les conservateurs, doivent rester toujours attentifs, car ils ne doivent pas oublier que des imprudences les empêcheraient d'atteindre leurs objectifs. Ils doivent aussi prendre garde à ne pas prêter le flanc aux manœuvres dont ils font toujours l'objet lorsqu'ils sont au pouvoir.

ments sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.)

Une relance s'impose également pour la politique des conventions collectives, dont les clauses devraient porter sur des salaires réels, et non théoriques.

Dans les secteurs en difficulté, des tables rondes devraient être appelées à proposer des programmes de redressement.

Pour conclure (*Exclamations sur certains bancs de l'Union Démocratique pour la V^e République. Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste*), je dirai qu'en cet instant nous ressentons tous le besoin d'une politique économique et sociale d'ensemble. Il incombe au gouvernement de faire connaître clairement ses projets au pays et à ses représentants, et d'en discuter avec tous les intéressés. Or, nous ne savons rien de vos intentions. Vous refusez d'en débattre avec tous ceux qui ont pourtant le droit de les connaître. Impatients de voir le pays s'orienter vers un renouveau de ses structures, de son action et de ses espoirs, mais redoutant que vous ne persistiez dans votre même voie, nous ne pourrions ni ratifier votre politique passée, ni vous donner notre confiance pour la poursuivre demain! (*Applaudissements sur les bancs de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, du Groupe Communiste et sur plusieurs bancs du Groupe Progrès et Démocratie Moderne.*) □

Cannes

Un palmarès très anglais

Jean Helms

Telle sélection, tel palmarès. La moyenne des films choisis cette année au Festival de Cannes étant bonne, rien d'étonnant que les résultats aient été plutôt bien accueillis. Sans surprise d'ailleurs. On prévoyait avant la compétition que la Grande-Bretagne sortirait gagnante avec *Blow-Up* et *Accident*. Le premier de ces deux films, le meilleur d'Antonioni, a obtenu le Grand Prix, le second : le Prix Spécial du Jury. C'est justice car voilà enfin Losey consacré. On savait également que Robert Bresson n'échapperait pas au traditionnel hommage qui évite au Jury de le couronner, et au Prix de l'Office Catholique qui le retient en fait dans un ghetto confessionnel. Les déchirements de *Mouchette* (1) ne sont pas de ce monde. Sur ce point, la postérité jugera.

Dès le début des manifestations, la rentrée en forme des pays de l'Est avait été remarquée, notamment celle de la Yougoslavie, tant dans le cadre du Festival (avec *Les Tziganes*) que dans celui de la Semaine de la Critique (qui présentait le très fin *Rondo* de Zvonimir Berkovic et l'acide *Affaire de cœur* de Dusan Makavejev). Si la hautaine supériorité de Losey souffre peut-être un peu de partager le Prix Spécial du Jury avec le savoureux *J'ai même rencontré des Tziganes heureux* d'Aleksander Petrovic, par contre le remarquable *Dix Mille Soleils* du Hongrois Kosa méritait bien le Prix de la mise en scène.

On peut en dire autant pour le sympathique *Ciels de Hollande* du Hollandais John Ferno Ferhout qui décroche le Grand Prix des courts métrages, tandis que le Prix Spécial du Jury va à l'excellent *Gloire à Félix Tournachon* des Français André Martin et Michel Boschet.

Ici s'arrêtent les verdicts sérieux et commencent malheureusement les distinctions de complaisance. C'est bien connu les prix d'interprétation cannois ne valent pas la Coupe Volpi. Cannes n'a pas failli à la tradition en honorant deux comédiens de maigre intérêt : la Suédoise Pia Degermak (Elvira Madigan) et l'Israélien Odded Kotler (*Trois jours et un Enfant*). Idem pour les Prix du Scénario : *Jeux de Massacre* d'Alain Jessua, passe encore, mais *A Chacun son dû* d'Elio Piétri ! Alors que les deux tchèques : *Hôtel pour étrangers* d'Antonin Masa et *Trains rigoureusement contrôlés* de Jiri Menzel sont si finement agencés ! Mais dieu merci, les poncifs soviétiques ont été cette fois mis de côté (tandis que la Cinémathèque française présentait par ailleurs la véritable veine du

cinéma russe) et on aurait pu choisir plus mal en donnant le prix de la première œuvre au *Vent des Aurès* de l'Algérien Mohammed Lakhdar Hamina.

Bref, si on ne s'arrête pas aux détails, un palmarès plutôt satisfaisant.

Chelsea girls de Cannes à Paris

Par comparaison au palmarès officiel, les prix marginaux paraissent plutôt moins convaincants. Sans doute *Accident* a-t-il été de nouveau distingué grâce au Prix de l'Union Internationale de la Critique (UNI CRIT) tandis que l'Office Catholique réparait l'injustice fait à *Mouchette*. Mais la Fédération Internationale des Ciné-Clubs a fait preuve de peu de discernement en primant à la fois *Blow-Up* et le décevant *Privilège de Peter Watkins* (plus heureux avec *La Bombe*). A Hyères le Jeune Cinéma avait été mieux inspiré en découvrant la fracassante *Mamaïa* de José Varela et le savoureux *Premier Maître* de Mikhalkov Kontchalovsky dont nous reparlerons.

De même le prix « Art et Essai » a été décerné à deux films vus par extérieurs à l'art cinématographique : si le choix de l'impressionnant *Warrendale* du Canadien Alan King, sorte de nouveau « cinéma-vérité » se soutenait encore (pour notre part nous y adhérons pleinement), par contre *Dutchman* de l'Anglais Anthony Harvey (adapté du *Metro de Le Roi Jones*) relève plutôt du théâtre filmé. Pourtant les films de recherche ne manquaient pas à la Semaine de la Critique, des yougoslaves aux italiens (qui présentaient le pudique *Trio* de Gianfranco Mingozzi), sans parler du plus oublié d'entre eux : l'émouvant *Horizon* de Jacques Rouffio.

Somme toute, le prix du « Meilleur Film pour la Jeunesse », plus obscur mais de traditionnelle qualité, a été plus original en primant *Dix Mille Soleils* et le sobre *Ukamau*, premier film produit par la Bolivie grâce à Jorge Sanjines (qui n'a pu se rendre à la Semaine de la Critique faute d'argent ou de liberté, on ne sait pas). Ce dernier film avait réveillé l'intérêt pour une Amérique Latine officiellement embourbée au Festival avec ses représentants argentins et mexicains (suivant en cela leur mère-patrie espagnole).

Cependant *Terre en Transe* (2) du Brésilien Glauber Rocha remporte le Prix Buñuel et celui de la Fédération Internationale de la Presse (FIPRESCI) qui partage sa distinction avec *Les Tziganes*.

Plus scandaleux que réussi *l'Ulysse*

de l'Américain Joseph Strick ne figurait plus dans la compétition. Ce qui a évité de nouveaux impairs. Le bruit orchestré autour de cette projection a peut-être fait négliger le charmant *You are a big boy now* du jeune Francis Ford Coppola, tandis que nous devons attendre que la Cinémathèque lève à Paris l'interdit du Festival pour voir enfin le mystérieux *Chelsea Girls* qui, malgré ses trois heures et demie, ne nous a pas

déçus : ça c'est un cinéma de recherche !

Enfin, pour notre part, nous avons découvert deux œuvres de qualité dans le Marché du Film. Deux français : *Nathalie*, délicieux court métrage de Anne Dastrée et *Un Idiot à Paris* de Serge Korber. □

(1) Cf. « Tribune Socialiste » du 23 mars 1967.

(2) Qui avait été primitivement interdit par la censure brésilienne.

Le souffle de l'aventure

Bernard Le Saux

On sait la dette que le cinéma français a contracté envers José Giovanni dont les romans *Le Trou*, *Classe tous risques*, *Le Deuxième souffle* entre autres, ont été portés à l'écran par J. Becker, C. Sautet, J.-P. Melville.

Cette fois, de son livre *Les Aventuriers*, Giovanni après avoir cédé le titre et une partie de l'histoire à R. Enrico, a tiré la matière de son premier film : *La Loi du Survivant*.

Si l'on peut d'ordinaire tout craindre des romanciers passant derrière la caméra, ici pourtant la réussite est incontestable ; évitant les réminiscences littéraires, Giovanni trouve d'emblée un style authentiquement cinématographique pour nous conter cet implacable règlement de comptes, cette histoire marquée au sceau de la fatalité, plus proche de la tragédie grecque que des romans de Peter Cheney, se déroulant dans les sites grandioses de la Corse que la caméra utilise avec un sens quasi westernien de l'espace.

L'art cinématographique repose avant tout sur l'acteur, quoique puisse en penser R. Bresson qui n'est somme toute que la brillante exception d'une règle ; les Américains d'ailleurs l'ont bien compris et l'on connaît le résultat. Que José Giovanni pour sa première réalisation choisisse une jeune et talentueuse actrice, scandaleusement méconnue en France, Alexandra Stewart, et impose contre l'avis des producteurs un acteur presque jamais vu à l'écran, Michel Constantin, créant ainsi un

des couples de cinéma parmi les plus attachant de ces dernières années, je vois dans ce discernement plus que des promesses pour sa future carrière de réalisateur.

Robert Enrico, lui, après *Les Grandes Gueules* prouve avec ces *Aventuriers* son aptitude à réaliser des films commerciaux qui ne soient pas — le fait est trop rare pour ne pas être signalé — abêtissant, ni méprisable.

Avec Alain Delon et Lino Ventura spécialistes de l'aventure, nous passons tour à tour d'un aérodrome de la région parisienne à la salle de jeux d'un casino, d'un port congolais à un fort en pleine mer non loin de La Rochelle ; d'avion en moto de bolide en bateau, à la poursuite d'un fabuleux trésor. Tout cela finira par un « gunfight » dans la meilleure tradition du western. Les scènes d'action sont traitées avec efficacité, et alternent avec des gags biens venus, et si l'on peut prédire à ce film un large et mérité succès populaire, il souffre néanmoins de la comparaison avec l'œuvre de Giovanni. Ces aventuriers bien qu'ayant une « présence » physique incontestable sur l'écran, n'atteignent jamais la richesse, l'épaisseur du personnage incarné par Michel Constantin.

Ce qui différencie ces deux films en fin de compte ? D'un côté une mécanique bien huilée mais impersonnelle, de l'autre un récit — non sans défaut certes — mais où derrière chaque plan se devine la présence émouvante d'un auteur. □

Semaine TV

● THEATRE : Réalisée par André Barsacq, *Le Roi-Cerf*, une pièce de l'auteur vénitien du XVIII^e siècle, Carlo Gozzi. Univers féerique et personnages de la Comédia dell'Arte. (27 mai 1^{re} Ch. 21 h.)

Auteur d'un livre sur « Bertolt Brecht », c'est dans le sillage du grand dramaturge allemand qu'il faut placer Walter Weideli, journaliste genevois, et sa pièce *Le Dossier de Chelsea Street*, écrite spécialement pour la télévision et déjà diffusée en 1962. Avec trois excellents acteurs : Pierre Vaneck, Guy Tréjan et Georges Géret. (30 mai, 1^{re} Ch., 20 h 30.)

● MUSIQUE DU GRAND SIECLE : Dans le cadre de *Musique pour vous*, l'orchestre de chambre de Rouen, sous la direction

d'Albert Beaucamp, interprète des œuvres de Purcell, Albinoni, Couperin. (30 mai, 1^{re} Ch., 22 h.)

● SOIREE CINEMA : Le premier film d'un important cinéaste français, toujours méconnu, *Les Mauvaises Rencontres*, d'Alexandre Astruc. Avec Anouk Aimée et J.-C. Pascal. Ensuite, *Thème et variations du Cinéma*, émission d'Armand Panigel, consacrée ce soir aux trois « MABUSE » tournés par Fritz Lang. (29 mai, 2^e Ch., à partir de 20 h 35.)

● THEATRE : « V COMME VIETNAM » d'Armand Gatti sera donné les 2, 3, 4 juin au T.E.P. et le 10 juin au T.G.P. de Saint-Denis (Tél. : 243-00-59).

Action culturelle

Les conceptions de Malraux

Marcel Pierre

Nous publions ici un premier article de notre ami Marcel Pierre consacré aux problèmes culturels. Notre intention est d'avoir un débat sur un sujet qu'on a trop tendance à figer dans un sens ou dans un autre. C'est pourquoi d'ailleurs nous n'emboîtons pas forcément le pas de M. Pierre, car après tout, ce qui compte, c'est ce qui a été fait des Maisons de la Culture et non seulement ce qu'on a voulu en faire. Quoi qu'il en soit la discussion est lancée, M. Pierre y reviendra, à d'autres également de la poursuivre.

En créant en 1959 un Ministère des Affaires Culturelles et en le confiant à Malraux, la V^e République a voulu montrer qu'elle était décidée à agir dans ce domaine, considéré traditionnellement comme marginal ; la mission de ce Ministère fut d'ailleurs définie par un décret ministériel : « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France, au plus grand nombre de Français, d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel et de favoriser la réaction des œuvres de l'art et de l'esprit qui enrichissent. »

Pour réaliser cet objectif, on a cherché à mettre en place de nouvelles structures, dont les Maisons de la Culture semblent être un élément prioritaire. Bourges, Caen, Firminy, Le Havre, Ménépart, Amiens, Thonon ont déjà leur Maison de la Culture et d'autres Maisons sont en cours d'achèvement à Saint-Etienne, à Grenoble. Mais leur mise en route est parfois l'occasion d'affrontements violents entre les différentes personnalités représentant les forces en présence (l'Etat, les Municipalités, les Créateurs, les Associations... !) et le « Nouvel Observateur », édition régionale (12-18 avril 1967) en analysant pourquoi « on se bat autour de la Maison de la Culture de Saint-Etienne » n'a pu l'appeler que la « Maison de la discorde ». On a d'ailleurs souvent tendance à faire de ces querelles des querelles de personnes (à Saint-Etienne, on n'a parlé que de la polémique entre Dasté et le Député-Maire Michel Durafour, ce qui est une manière d'ignorer le problème. Pour comprendre les difficultés, pour juger les rubriques qui s'affrontent, et pour situer les politiques à leur juste niveau, il est nécessaire de chercher à connaître le sens de la politique culturelle du gouvernement, dans les intentions qui l'animent.

Des textes officiels aux discours

Pour connaître la politique gouvernementale, on doit d'abord se référer aux textes des IV^e et V^e plans

concernant l'action culturelle, ainsi qu'aux déclarations des hommes chargés de cette politique. MM. Biasini (1) et Moinot en particulier.

Le IV^e Plan se contentait de définir l'objectif essentiel de l'effort culturel : « Assurer une ouverture permanente aux œuvres de la pensée et de l'art, et en faire bénéficier tous les âges et toutes les classes » et prévoyait les moyens de cette politique : les Maisons de la Culture, un Centre d'information et de diffusion culturelle, et un Centre de formation et d'essai (formation d'animateurs).

Le V^e Plan rappelle d'abord l'objectif fondamental de l'action du Ministère Malraux, qui est de « réduire les inégalités culturelles, de créer des occasions de présence de la culture dans les lieux où elle ferait spontanément défaut » : il définit ensuite avec plus de précisions le rôle des Maisons de la Culture : « expérimentées au cours du IV^e Plan, faisant aujourd'hui l'objet d'une doctrine précise et solide, les Maisons de la Culture constituent une tentative de réponses synthétiques mais non exclusives, aux présentations culturelles de nos sociétés urbanisées... Sources permanentes de tentation culturelle dans les villes, les Maisons de la Culture ont vocation à devenir des centres de créations. Elles suscitent un intérêt nouveau... et doivent permettre de réanimer certains autres équipements culturels existants : musées, théâtres... »

Les formules sont généreuses, mais risquent de prendre des significations très différentes, selon le contenu culturel qu'on voudra y implanter et y développer. Les déclarations de M. Biasini ne laissent aucune équivoque à cet égard.

Quand M. Biasini déclare (2) que les Maisons de la Culture doivent accéder au « niveau culturel le plus élevé et à la qualité la meilleure, en proscrivant paternalisme et condescendance », il définit là une exigence fondamentale ; mais quand il ajoute qu'elles doivent être « un lieu de rencontre et de confrontation par excellence entre la culture et ceux

qui veulent y accéder, entre ceux qui délivrent le message et ceux qui le reçoivent », il montre qu'il n'attend du public qu'un rôle de consommateur passif, venu là pour recevoir la bonne parole et applaudir les différentes formes de l'héritage planétaire et séculaire, tel qu'il est défini par les prophètes de la culture. Comme l'a noté justement Copferman dans son ouvrage sur « le théâtre populaire » : « une simple consommation ne porte en soi aucune révolution décisive. »

Quand M. Biasini précise qu'une Maison de la Culture « n'est pas une salle des Fêtes, ni le centre culturel communal, ni le siège des associations, ni le foyer tant attendu des vaillantes cohortes littéraires ou musicales de l'endroit, qu'elle n'est pas le local rêvé pour les comédiens amateurs, pour les peintres du dimanche ou les sociétés folkloriques, ni le conservatoire dont on a cruellement besoin... », il montre qu'il n'a que mépris pour toutes les tentatives faites par les animateurs locaux pour impulser une création culturelle, qui n'est pas nécessairement synonyme de médiocrité.

Quand M. Biasini note que l'Etat qui participe au financement ne peut être « un bailleur de fond silencieux », et quand M. Moinot (3) précise de son côté que « seul l'Etat, qui est le mécène de notre époque, peut offrir à tous les artistes et les œuvres que le public doit connaître », ne définissent-ils pas une forme de centralisation — pour ne pas dire de monopole — dans la diffusion de la culture par ceux qui en auront été jugés dignes. La formule peut séduire sans doute les artistes qui seront « agréés » par les pouvoirs : encore faudrait-il qu'ils prennent conscience qu'ils risquent d'être les instruments au service d'une certaine politique de grandeur — et peut-être, ce qui est plus grave — les alibis d'une implantation de structures étatiques qui subsisteront au-delà de l'action culturelle qu'ils auront pu mener en toute liberté. On peut avoir une telle crainte quand M. Moinot nous déclare qu'« en échange de cette aide, le Ministre d'Etat désire que l'acceptation préalable des projets des statuts qu'il a élaborés, constitue la condition essentielle de la prise en considération d'un projet de Maison de la Culture » ; et ce n'est pas l'analyse de ces statuts-types qui nous permettra de dissiper nos inquiétudes (4).

Gestion et financement des Maisons de la Culture

Les Maisons de la Culture sont gérées par une Association de Gestion (type loi de 1901) qui comprend une Assemblée Générale, un Conseil d'Administration et un Bureau. Sans entrer dans le détail, retenons les points suivants :

- l'Assemblée Générale est constituée :
- de membres fondateurs ;
- de membres de droit (représentants

tants du Ministère, de la Municipalité, du Conseil Général) :

- de membres agréés par le Conseil d'Administration — toute candidature devant être « parrainée » par des membres dudit Conseil ;
- le Conseil d'Administration comprend les membres de droit de l'Assemblée Générale et des membres élus par cette Assemblée.

A Saint-Etienne, l'Assemblée Générale compte pour le moment 26 membres — dont 7 de droit — et le Conseil d'Administration 16.

— le Bureau — élu par le Conseil d'Administration — est composé d'un Président — qui ne peut être un membre de droit — de vice-présidents, un secrétaire, un trésorier...

Le Directeur, nommé par le Conseil d'Administration après agrément du Ministère et de la Municipalité, assure toutes les tâches d'élaboration des programmes d'activité, et leur réalisation — après accord de l'Assemblée Générale. Il peut être secondé pour les tâches de gestion administrative et financière par un « administrateur » nommé également par le Conseil d'Administration (avec accord du Ministère et de la Municipalité).

Le projet de règlement intérieur prévoit différentes « sections d'activités » (titre II) et une aide aux groupements culturels locaux (titre IV).

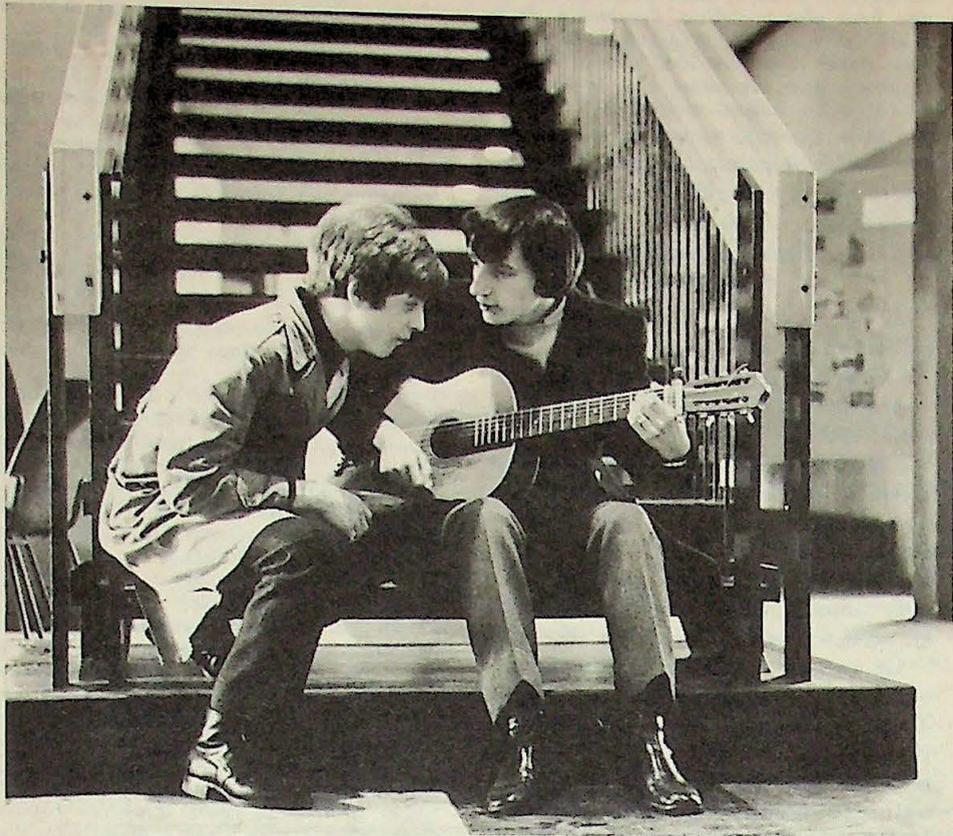
Ces statuts-types, établis par le Ministère, doivent retenir notre attention sur les points suivants :

— L'Etat se réserve une place prépondérante dans la gestion de la Maison de la Culture : toute décision importante (nomination du Directeur, de l'Administrateur qui peut le seconder, modification des statuts, du règlement intérieur) ne peut être prise qu'après accord du Ministère des Affaires culturelles ; tout conflit entre l'Association et le Directeur sera arbitré par le Ministère.

— Responsable devant le Conseil d'Administration et dépendant — de fait — du Ministère qui l'« agréé », le Directeur risque de ne pas avoir la liberté nécessaire à la pleine expression de la Culture. Tout dépend évidemment de l'orientation du pouvoir et de la composition du Conseil d'Administration.

— Sur ce dernier point, la formule de recrutement des membres de l'Assemblée Générale (par « agrément » de candidats parrainés par des membres du Conseil) est dangereuse : quand on laisse aux personnes en place le soin de choisir d'autres personnes chargées de les soutenir — voire même de les réélire — on risque de tomber dans une cooptation par affinités idéologiques ou esthétiques — qui ne permet pas les ouvertures nécessaires à une pleine expansion de la Culture. Tout ceci est évidemment une question de personnes, mais il faut avoir conscience que les structures mises en place permettent tous les abus du sectarisme et du mandarinat... (5).

C'est sans doute parce qu'ils étaient conscients de ces dangers que les responsables de la Maison de la Cul-



La polyvalence des Maisons de la Culture.

Collombert

ture de Grenoble (6) ont essayé de transformer les statuts-types : ils y ont introduit une Assemblée des adhérents et ils ont donné à la ville de Grenoble des droits que les statuts originels n'accordaient pas aux municipalités (la municipalité doit donner son accord à toute modification des statuts et c'est elle qui doit en premier lieu arbitrer en cas de conflit entre le Directeur et l'Association).

On a souvent dit que les institutions ne sont que ce que les hommes en font ; mais il y a des structures qui permettent des abus et des structures qui interdisent toute tentation d'abus : en dénonçant les structures dangereuses, nous serons mieux armés pour lutter contre ceux qui seraient tentés de les utiliser à leur profit.

Financement. L'Etat partage avec la Municipalité les frais de construction et d'installation (20 millions pour la Maison de la Culture de Saint-Etienne par exemple), ainsi que le budget de fonctionnement (2,5 millions par an pour cette même maison).

C'est dire que les implantations des Maisons de la Culture sont liées aux possibilités financières et s'inscrivent dans le cadre des plans nationaux — ce qui freine sans doute leur implantation.

— 20 Maisons de la Culture étaient prévues au IV^e Plan (10 sont achevées ou en cours de réalisation).

— On a inscrit la création de 15 Maisons de la Culture au V^e Plan, alors que la Commission en demandait 35.

C'est dire aussi que la vie de la Maison de la Culture dépend des subventions de l'Etat (en dehors des rayonnements qu'elle ne peut avoir de prétendre)

— ce qui est dangereux, dans la mesure où une subvention accordée peut toujours être un moyen de pression sur ceux à qui on l'accorde. La solution qui éviterait cette ambiguïté de la nature même de la subvention — serait d'inscrire la participation de l'Etat aux Maisons de la Culture dans le cadre d'un budget affecté régulièrement aux services publics qu'elles constituent.

L'analyse de ces différents éléments concernant la politique culturelle du Gouvernement suggère un certain nombre de questions :

La volonté de décentraliser la culture ne se traduit-elle pas en fait, par la création d'un réseau culturel fortement centralisé et dans lequel l'Etat veut jouer un rôle prépondérant. Si l'on a abandonné le projet d'un centre national de diffusion, on a créé l'A.T.A.C., qui doit avoir en quelque sorte le monopole de la programmation des Maisons de la Culture. Même si les choix de l'A.T.A.C. sont libéraux, il y a là un organisme centralisateur, doté d'un pouvoir d'influence réel, qui peut demain être l'organisme dirigiste d'Etat fort.

Doit-on considérer que la présentation de « spectacles » à un public auquel on ne demande que d'applaudir suffit à assurer un développement valable de la Culture ? Ni l'Art, ni le théâtre ne suffisent à provoquer la participation des hommes aux réalités de notre temps ; ils risquent de n'être qu'une façade de culture étouffant toute prise de conscience, un alibi cachant une nouvelle forme d'aliénation. La sensibilisation aux problèmes économiques et sociaux est d'essence culturelle au même titre qu'un contact avec les formes indiscutables de l'héritage artistique, ou les recherches actuelles visant à dé-

couvrir de nouvelles formes d'expression.

Nous ne devons pas oublier qu'une politique culturelle est toujours l'expression d'une certaine conception de la culture et d'une certaine conception de la démocratie.

La Culture porte en soi la tentation de monopole, d'aristocratie et de mépris du peuple, et la conception gaulliste de l'Etat secrète naturellement une conception gaullienne de la culture.

— d'un côté, la mise en présence d'un homme, et du peuple qui acquiesce ;

— de l'autre, la mise en présence de l'Art et des masses qui « reçoivent ».

La mystique politique du Chef devient mystique d'artistes-prophètes « qui condescendent à venir officier dans les Maisons de la Culture » devant un public « à qui on fait l'honneur de séances initiatiques. » (Coperman déjà cité.)

On comprend maintenant quelle est la question que nous devons nous

poser face à l'implantation des Maisons de la Culture. *Seront-elles au service de la Culture ou ne seront-elles qu'une nouvelle forme de mystification et d'aliénation ?* □

(1) M. Biasini a été Directeur de théâtre, de la Musique et de l'Action Culturelle de 1961 à 1966.

M. Moïnot qui vient de succéder à M. Picon comme Directeur Général des Arts et des Lettres avait été Conseiller technique du Ministère Malraux chargé de la Direction de théâtre et de l'Action Culturelle de 1959 à 1961.

(2) Conférence faite en 1962 sur « L'Action Culturelle : Principes, Réalisations, Projets ».

(3) Exposé fait en février 1961 devant la Commission de l'Équipement Culturel.

(4) Rien ne permet de penser que M. Raison, qui a succédé à M. Biasini ait un point de vue différent, les interventions qu'il a pu faire vont dans le même sens.

(5) Pour éviter toute équivoque ou toute interprétation gratuite, nous tenons à déclarer que ces critiques portent sur les structures, non sur les personnes qui les appliquent à Saint-Etienne.

(6) Il faut rappeler d'ailleurs que ces responsables ont eu des rapports étroits avec des responsables de la Maison de la Culture et du Centre Culturel de Saint-Etienne.

□ S.N.E. Sup.

Que s'est-il passé au Congrès ?

Dr A. Behar

Pour la première fois depuis de nombreuses années un véritable débat d'orientation a eu lieu au cours du Congrès du S.N.E. Sup.

Il ne s'agissait pas du choc inutile des tendances sclérosées de la F.E.N. mais de choix précis offerts aux syndiqués universitaires.

1^{er} choix : Se contenter de revendications quantitatives (des crédits des locaux, des maîtres), en unifiant toute l'université pour la satisfaction de ses besoins, sans remettre en cause les mécanismes de l'enseignement supérieur.

C'est à la majorité absolue que le congrès a choisi le 2^e choix : la bataille syndicale passe à la fois par la contestation des structures des méthodes et du contenu et par la nécessaire expansion de l'université.

— En effet l'université libérale, archaïque et réactionnaire ne peut pas être défendue, au contraire.

Dans une plate-forme cohérente, la majorité du S.N.E. Sup. a choisi la remise en cause :

— des structures actuelles universitaires (faculté, chaire, carrières) et des structures technocratiques proposées par le gaullisme.

— du statut de l'étudiant, en mettant au premier rang de ses revendications l'allocation d'étude sur critère universitaire et la révolution pédagogique.

— des missions de l'enseignement

supérieur, où, à côté de la recherche, sont proposés concrètement les moyens de réaliser une véritable formation professionnelle et une éducation permanente.

— De la politique de la recherche en réalisant le contrôle démocratique et la gestion collégiale des laboratoires et instituts.

— Trois champs d'actions sont définis : le terrain commun à tous les travailleurs et à tous les fonctionnaires, et le S.N.E. Sup. propose d'élargir encore l'accord C.G.T.-C.F.D.T.

— Le terrain particulier à l'éducation nationale et des propositions précises sont faites pour que la F.E.N. réalise un contre-plan fédéral de la formation des maîtres, des maternelles à la faculté.

— Enfin l'action dans le milieu universitaire qui ne dépend que de ses membres : dans ce cadre, une alliance prioritaire est proposée à l'U.N.E.F. et aux chercheurs (S.N.-C.S.) pour changer tout de suite, et ensemble, la pratique universitaire.

L'orientation définie, le congrès s'est retrouvé unanime pour en proposer les applications refusant clairement la cristallisation d'éventuelles tendances.

— Ainsi, de façon transparente et adaptée à son terrain d'action, un syndicat important de la F.E.N. a rejeté la pratique à courte vue, et adopté une ligne très proche de l'alternative socialiste. □

Texte n° 3 : Maintenir dans la clarté l'unité du parti

Ce texte (résumé à la demande du Bureau National) est un texte de responsables ou d'animateurs de sections de la région parisienne, qui prennent au sérieux l'article des statuts du parti selon lequel « l'orientation du P.S.U. s'élabore dans les sections ». Cette orientation ne peut être laissée aux seuls dirigeants nationaux, et c'est avec une grande confiance que nous nous adressons aux militants de province : il est parfaitement normal que le parti discute démocratiquement de sa ligne politique.

Mais nous savons tous que le P.S.U. a besoin de son unité pour penser dans la vie politique française.

Or, l'affrontement, tel qu'il a été lancé par les textes I et II déjà parus, fait courir au parti un risque réel de cassure par moitié. C'est déjà pour nous une raison d'intervenir. Il y en a une deuxième : nous ne sommes pas satisfaits des deux textes ; le premier amorce plus ou moins discrètement un processus de disparition du P.S.U. au sein de la F.G.D.S., sans que soient assurées les conditions de victoire du Renouveau socialiste pour lequel nous luttons. Le second texte reste, lui, trop confiné sur le P.S.U., donnant l'impression que le parti n'a pas à se tourner vers l'extérieur et à multiplier les initiatives positives pour donner à la gauche les armes nécessaires à l'alternative socialiste.

Cette fois encore c'est aux militants d'intervenir pour sortir le P.S.U. de là, lui donner une nouvelle impulsion et garantir son unité. A tous nous demandons d'apporter au Congrès, comme nous le faisons ici, non pas un ralliement passif à tel ou tel texte, mais des points de vue nouveaux et précis pour rendre plus claire et plus dynamique notre action.

OU EN EST-ON ?

Comme tous, nous avons lu les textes I et II, et nous ne les avons pas trouvés parfaitement clairs. Aussi nous sommes-nous renseignés auprès des auteurs pour savoir ce que recouvraient les ambiguïtés. Au terme de cette prospection, nous constatons qu'il y a entre les deux textes deux convergences et une divergence.

● **Les convergences** : elles concernent le jugement porté sur la perspective d'une victoire possible de la gauche sur le gaullisme affaibli et les campagnes d'action à entreprendre ; le texte I n'en parle pas, mais ses auteurs déclarent accepter les quatre campagnes proposées par le texte II.

● **La divergence** : elle porte sur l'attitude à observer à l'égard de la F.G.D.S. Les uns veulent discuter des modalités d'une association organique du P.S.U. à la Fédération (et plusieurs des auteurs du texte I ne cachent pas qu'il n'est pas d'autre issue au P.S.U. que de s'intégrer à la Fédération) ; les autres demandent au contraire au congrès de refuser tout mandat, d'amorcer ce processus.

Nous, que pensons-nous ?

I. — Ne pas jouer le Parti sur un pari !

Notre originalité par rapport aux deux textes consiste à poser le problème de façon plus réaliste.

1^o Nous refusons de jouer le parti sur un pari.

Nous avons mis près de 10 ans à construire ensemble cet outil indispensable au renouveau socialiste qu'est le P.S.U. Dix ans d'efforts militants, de luttes, de recherche novatrice et d'implantation. Pouvons-nous risquer de perdre tout cela sur un pari ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit ! Pour les camarades du Texte I, la F.G.D.S. va s'améliorer sous l'influence d'éléments rénovateurs, qu'il faut aller soutenir et non pas regarder. Pour les camarades du Texte II, la F.G.D.S. ne peut évoluer favorablement, vu ses principaux composants. En vérité, lequel d'entre nous peut prédire avec certitude ce que sera la F.G.D.S. dans un avenir plus ou moins éloigné ?

● **Que la F.G.D.S. n'ait pas banni ce que nous reprochons depuis des années à la vieille gauche combinarde et non socialiste, de nombreux signes le montrent** : son programme est à ce point traditionnel et atlantique, qu'il nous a fallu une brochure de 20 pages pour résumer les critiques que nous lui adressons. La F.G.D.S. attache d'ailleurs si peu d'importance à ces questions que depuis 8 mois, elle n'a pas répondu à nos propositions de discussions pourtant réitérées. Parmi les hommes de la F.G.D.S., figurent combien de noms rendus fameux par les guerres coloniales, l'inflation, le refus des revendications ouvrières, l'installation du régime gaulliste ! Et le comportement de la Fédération ne s'améliore guère : elle veut au parlement amnistier l'O.A.S., et défendre la vieille fiscalité ; elle vient de réinvestir pour les prochaines Cantonales tous ses « sortants » quels qu'ils soient...

● **Mais des signes de renouveau existent aussi à la F.G.D.S.** Parmi les membres des Clubs, certains sont proches de nous. Quelques-uns des nouveaux élus désirent que l'union de la gauche ait un contenu.

Ces constatations contradictoires traduisent l'ambiguïté actuelle de la F.G.D.S. Et aucun d'entre nous ne sait avec certitude si cette ambiguïté va s'atténuer ou s'accroître avec le temps. Nous ne pouvons que parier à ce sujet. Allons-nous casser le parti en deux moitiés pour savoir si la F.G.D.S. sera pire ou meilleure qu'actuellement ? Ce serait absolument stupide.

Trop de combats communs, de fidélité à l'option fondamentale du Socialisme, de volonté de Renouveau nous rassemblent au P.S.U. pour que nous prenions le risque de diviser le parti pour cela. La presse aurait tôt fait de présenter cette division comme une cassure, qui découragerait les militants et stériliserait le recrutement. Nous désapprouvons les Textes I et II, qui prennent résolument leur parti d'un affrontement sans merci, le P.S.U. dut-il y succomber.

2^o Nous voulons aussi regarder bien en face la réalité.

L'opinion a apprécié ces dernières années le P.S.U., non seulement parce qu'il manifestait une rigueur à laquelle avaient renoncé les autres partis, mais aussi parce qu'il prenait un grand nombre d'initiatives pour combattre les politiques réactionnaires et populistes, les éléments d'une alternative socialiste cohérente : manifestations contre la guerre d'Algérie, municipalisation du sol, Contre-plan, rencontres de Grenoble...

Maintenant encore, l'opinion attend de nous des initiatives sur le contenu du programme socialiste et sur l'union de la gauche. Nous pouvons certes estimer que le public est quelque peu injuste à notre égard, mais c'est ainsi. Pour répondre à cette attente, le P.S.U. doit prendre de nouvelles initiatives ; non pas pour disparaître au sein de la F.G.D.S. (comme le fait

craindre le Texte I) mais pour souder sur une base plus socialiste, l'ensemble de la gauche française (à cet égard, le Texte II nous paraît bien restrictif, disant non au rapprochement organique avec la F.G.D.S., sans dire oui à quelque chose).

Nous voulons, nous, faire apparaître le P.S.U. comme le parti du dialogue de la Gauche. Voici nos propositions.

II. — Faire l'unité du Parti sur 5 choix précis

Il ne s'agit pas d'éviter le débat politique ou d'éviter les choix ; mais au contraire de proposer au parti des choix précis et positifs. Nous pensons qu'une grande majorité du P.S.U. peut se mettre d'accord dans la clarté sur les 5 points suivants, qui permettront au P.S.U. d'expérimenter pratiquement ce que la F.G.D.S. accepte ou n'accepte pas de faire avec nous, avec le Parti communiste et avec les syndicats.

Ce test pratique ne comporte aucun des dangers d'équivoque du Texte I (puisqu'il exclut tout accord organique avec la F.G.D.S.) et il ne sera pas fait par quelques dirigeants nationaux seulement, mais par tout le Parti et dans l'action. Ce test manifesterà dans les faits la volonté du P.S.U. de ne pas s'isoler mais de prendre de nouvelles initiatives pour l'union de la Gauche dans l'action et la réflexion.

1^o Le P.S.U. doit relancer les discussions sur le programme.

Nos offres précédentes n'ont rencontré qu'un succès relatif ; il faut les relancer auprès du P.C., de la F.G.D.S., des syndicats, sous des formes nouvelles, pour arracher une réponse moins négative :

● proposition de **débats publics**, comme de confrontations militantes, en particulier sur les points qui font l'objet de divergences : nationalisations, gestion des entreprises, financement des revendications sociales, institutions, démocratie régionale, transformation de la presse en service public, fiscalité, Vietnam, politique européenne, refus de l'atlantisme... Des offres de débats, chapitre par chapitre, donneront peut-être plus de résultats que nos précédentes offres de débats globaux.

● Offre de constitution, sur chacun de ces grands sujets, de **groupes de travail spécialisés communs**, chargés de confronter de façon précise les modalités d'application que chacun envisage pour parvenir aux objectifs choisis une fois la gauche au pouvoir.

● Multiplication des **Colloques spécialisés type "Grenoble"** pour associer à ce travail le maximum d'hommes de gauche.

2^o Le P.S.U. doit relancer aussi l'action sur les sujets prioritaires.

Tout le parti serait d'accord sur les 4 thèmes proposés par le texte II. Il faut donc mettre en pratique ce programme de travail. Non pas pour le plaisir de l'action, mais parce qu'un programme sans action pour l'appuyer n'est jamais popularisé, donc jamais admis par l'opinion. C'est, pour nous le meilleur moyen de peser sur les discussions de programme de la gauche, que de lancer le plus massivement possible nos mots d'ordre dans les quartiers et les entreprises.

3^o Le P.S.U. doit proposer à toute la Gauche la création de comités de liaison permanente.

Car il ne suffit pas de se réclamer de l'esprit du « Front socialiste » qui a présidé à la création du P.S.U., il faut l'appliquer.

Le P.S.U. doit proposer à ses partenaires de la gauche (partis et syndicats), la création à tous les échelons (local, départemental et national), de comités de liaison de toute la gauche, traduisant dans les faits l'union croissante des forces de gauche. Ces comités permanents doivent peu à peu se substituer aux Comités temporaires créés

ici ou là pour telle ou telle action (laïcité, Vietnam, logement...), ou avec tel ou tel partenaire de gauche (tantôt le P.C. ou la S.F.I.O., tantôt la C.G.T. ou la C.F.D.T.).

La vocation unitaire du P.S.U. doit trouver ici une application plus étendue qu'auparavant. Et il nous appartient d'agir pour que ces comités ne se contentent pas de coordonner l'action, mais facilitent la confrontation des points de vue entre hommes de gauche.

4^o Le P.S.U. doit proposer à la F.G.D.S. la création de Comités consultatifs locaux.

L'expérience du parti a montré que, dans le passé, nous avons travaillé localement beaucoup plus avec le P.C. qu'avec la S.F.I.O. et les Radicaux ; de sorte que la réalité locale de la F.G.D.S. est souvent peu connue des militants. Simultanément, une partie de l'opinion attend de nous que nous ne donnions pas l'impression de vouloir nous enfermer dans le P.S.U., mais que nous prenions, au contraire, l'initiative de dialoguer avec la F.G.D.S.

Pour ces deux raisons, nous croyons que le P.S.U. doit proposer à la F.G.D.S. la création de **Comités consultatifs locaux**, où chacun des deux partenaires avertirait l'autre de ses projets d'action. Cela nous permettrait peut-être de tirer la F.G.D.S. vers les actions que nous proposons ; cela permettrait en tout cas à nos militants d'apprécier plus exactement ce qu'est la F.G.D.S. locale. Bien sûr, aucun des deux partenaires n'aurait le droit, dans ces comités, d'empêcher l'autre d'agir ; mais chacun serait au courant des projets de l'autre.

5^o Enfin, le P.S.U. doit se donner rendez-vous dans un an pour juger du résultat de ces initiatives.

Plutôt que de laisser planer sur le parti la possibilité d'un congrès extraordinaire à date incertaine, nous trouvons normal que le Congrès décide dès à présent, de se retrouver dans un an. Nous jugerons à ce moment du succès de nos initiatives qu'auront donné nos campagnes d'action ? Nos offres de discussion sur le programme ? Dans combien de localités et de départements les comités de liaison de la gauche et les comités consultatifs F.G.D.S.-P.S.U., auront-ils vu le jour ? Pièces en main nous jugerons, et nous tirerons ensemble, ayant tous fait le test, les conséquences pratiques de ce bilan pour la suite.

Voilà ce que nous proposons au Congrès de choisir : tout cela, mais rien que cela.

Ces propositions nous paraissent à la fois claires et positives, c'est-à-dire de nature à rassembler la grande majorité du Parti. Alors que les Textes I et II, tels qu'ils ont été diffusés, comportent un risque d'affrontement particulièrement dur pour le Parti, nos 5 propositions nous paraissent constituer la base d'un choix clair pour la grande majorité du Parti.

La base, aussi, d'un plan de travail dont le Parti a besoin à l'heure actuelle. Le Parti est sorti renforcé des législatives ; même si notre succès électoral a été moins ample que nous l'espérions, nous avons obtenu 138.000 électeurs de plus, des députés, des dizaines de sections nouvelles, des milliers d'adhérents et de sympathisants supplémentaires.

Cela est bon. Mais à condition que le Parti ne passe pas son temps à regarder son nombril : c'est vers l'extérieur que le P.S.U. doit maintenant se tourner au plus vite.

En maintenant au Parti son unité dans la clarté, le Congrès rendra le P.S.U. plus fort pour agir mieux et davantage. Cela dépend de vous.

R. BEAUNEZ (Colombes), BALLINGS (2^e), BROSKIZWICZ (C.E. Paris), Gérard CARLES (14^e), CERLE (Chelles), P. COURT (Courbevoie), Y. DECHEZELLES (7^e), M. GRIMAL (13^e), H. LECLERC (Sceaux), Maité MATHIEU (13^e), C. PICANT (S.F. idj. Banlieue), M. RICARD (Saint-Maur), P. RINGUET (B.F. Banlieue), M. RUNGIS (13^e), H. THEVENET (Suresnes), David WEILL (2^e).

□ Qu'est-ce que l'association ?

Les rédacteurs du texte n° 1 « Le parti devant la perspective de la victoire de la gauche unie » nous ont adressé la note suivante :

« Le parti doit dire pourquoi il n'est pas à la Fédération et à quelles conditions, en fonction de quelles exigences, il pourrait envisager de s'associer à elle. »

Cette phrase de notre texte du 23 avril est au centre des discussions qui se déroulent depuis un mois dans le parti. Ce n'est pas que les militants réduisent le débat au problème des rapports avec la Fédération ; ils pensent, à juste raison, que l'essentiel pour nous est de définir la position du courant d'alternative socialiste devant la perspective d'une victoire de la gauche. Mais ils savent que c'est sur ce problème que bute le développement du courant et de son influence et qu'il faut donc le résoudre. Certains trouvaient ambiguë la formule que nous avons utilisée ; or, précisément, la discussion a fait apparaître ce que pourrait être le contenu d'une telle association.

Celle-ci ne saurait être conçue pour le P.S.U. que comme un moyen de faire progresser sa politique de renouvellement et d'unité de la gauche. Il s'agit à la fois de hâter la réalisation d'un contrat de gouverne-

ment excluant toute alliance centriste, de préparer la constitution à moyen terme d'une confédération de toute la gauche et de placer les partisans de la solution socialiste en situation de compter d'une manière décisive le jour venu.

L'exigence préalable, c'est donc la garantie de la liberté d'expression du courant d'alternative socialiste. Dans l'association qui implique des réunions et des actions communes à tous les échelons, le P.S.U. conservera ses structures et son recrutement autonomes.

Dans les domaines où l'accord sur le fond ne pourra être rapidement dégagé — ce sera probablement le cas dans le domaine de la lutte contre la politique américaine — la confrontation devra se poursuivre et chaque parti gardera sa liberté d'action. Dans les domaines où l'accord sur le programme est pratiquement acquis, les décisions seront prises en commun et seront exécutoires pour les deux organisations.

Dès que s'ouvriront les discussions pour la conclusion d'un pacte d'association, le P.S.U. devra être intégré aux débats sur le programme qu'engageront, le mois prochain, la F.G.D.S. et le parti communiste français. □

□ Continent ou archipel ?

Les idées qu'entend incarner le P.S.U. serviront-elles de pôle attractif à une gauche en voie de réaliser des morceaux de plus en plus larges de son unité, ou bien se perdront-elles dans l'une des multiples sectes qui la morcellent ? Le navire qui nous porte a-t-il en vue la conquête d'un continent, même si ses côtes sont déchirées, ou préfère-t-il louvoyer éternellement entre les récifs d'un archipel ? Telle est la seule question posée devant le prochain Congrès national.

Ceux qui, comme moi, optent pour une démarche en faveur de l'unité ne choisissent pas la voie la plus facile. Agir et combattre au sein d'un vaste groupement où les différences de pensée seront souvent soulignées, voire aggravées, par des contacts humains parfois douteux, est plus pénible que porter témoignage dans une hautaine solitude.

Mais le problème n'est pas celui de notre quiétude individuelle ou de notre orgueil collectif. Il est celui de toutes les forces progressistes du pays. L'échec de la social-démocratie est, faute de renouvellement, quasi universel ; celui du communisme est identique si on le mesure au nombre de ses répudiations ; il est prouvé que les groupes nés des dissidences de l'une ou de l'autre ne recueillent qu'un écho relatif. Cette triple constatation ne serait qu'une condamnation sans recours et sans espérance si elle ne s'accompagnait d'une autre, qui est le complément : ce bouillonnement est synonyme de transformations, de brassages. A travers tant de vicissitudes, aucun parti n'est exactement ce qu'il était hier. Et les nouvelles générations sont à la fois peu accessibles au passé et perméables au nouveau. Et elles sont essentiellement unitaires.

C'est dire que notre audience sera moins limitée lorsque des liens de plus en plus

organiques nous rattacheront à un vaste courant.

Nul ne se fait d'illusion sur notre force spécifique et il n'est désobligeant pour personne de noter que ceux des nôtres qui l'ont emporté aux élections dernières avaient une autorité, locale ou nationale, antérieure à leur appartenance au P.S.U., et que, au surplus, ils étaient candidats de l'ensemble de la gauche non communiste, c'est-à-dire, en fait, de la F.G.D.S. comme du P.S.U. dès le premier tour de scrutin.

Personne ne comprendrait, après l'inévitable apparemment parlementaire, qu'une alliance de même type ne se conclue pas au plan des militants (N'oublions pas non plus que notre relative faiblesse conduit à des incohérences politiques : nous avions un candidat contre Pierre Cot, mais pas contre Robert Lacoste ; explicable par la diversité de l'implantation locale, cette attitude n'est pas digne d'un parti ayant vocation nationale ; elle est incomprise du plus grand nombre.)

C'est sur ces absences de logique que nous serions finalement jugés. Et auront tort devant l'Histoire tous ceux qui donneront les apparences de se refuser à l'unité.

Naturellement, il ne peut s'agir de n'importe quelle unité. Des discussions seront évidemment nécessaires pour y conduire. Elles devront être franches. Elles devront aussi être rapides. Commencées cet été, elles devront être terminées à l'automne. Et leur conclusion devra sauvegarder, et même si possible préfigurer, une unité plus large, celle qui verra se regrouper l'ensemble des forces ouvrières sans exclusive.

Hier, on entendait par là : y compris avec les communistes. Aujourd'hui, cela veut dire : avec tous ceux qui se reconnaissent dans les options d'une gauche s'affirmant « démocratique et socialiste ». Demain, on arrivera enfin au sens exact et complet de l'expression : avec tous ceux là.

Non seulement nous ne pouvons être en dehors de ce cheminement mais nous devons en être les artisans principaux. □

Daniel MAYER.

□ Les bases d'une unité réelle

Depuis que la décision de tenir un congrès du P.S.U. a été prise, nous avons assisté à un événement politique important bien qu'il ne soit pas électoral et ne soit parlementaire que très accessoirement : je veux parler de la grève du 17 mai.

Si la grève avait été une simple mobilisation pour la défense des libertés parlementaires elle n'aurait pas réussi. Elle était en réalité une mobilisation des travailleurs pour défendre leurs propres droits. Et elle a réussi. Le 17 mai les travailleurs et les syndicats sont apparus une fois de plus comme la seule opposition douée d'une quelconque efficacité.

Il y a à mon avis quelques leçons à tirer de ce fait.

1° Nous avons souhaité depuis des années que la politisation des citoyens s'opère à partir des problèmes concrets, à partir des organisations dites de base (syndicales, familiales, culturelles, etc.). Nous avons combattu pour que celles-ci acquièrent une dimension politique, qu'elles participent à l'élaboration des grandes options politiques, à partir de leurs domaines propres. Nous avons refusé la vieille conception qui réservait aux partis le monopole de la recherche idéologique et de la conception politique. L'existence du P.S.U. a largement contribué au développement de cette tendance ; à son tour celle-ci se traduit électoralement dans le succès de la gauche dont elle est le facteur le plus heureux et le plus solide.

L'avenir du P.S.U. ne doit pas être envisagé en fonction de son propre succès électoral mais en fonction de la nécessité de poursuivre cette forme de politisation. Nous devons viser d'abord à consolider le réseau des forces socialistes qui a commencé à s'organiser dans le pays. Nos alliances, nos rapprochements doivent être conçus pour atteindre cet objectif.

2° Un des aspects de cette politisation passe par la prise en charge des dimensions politiques de la vie locale.

Il est important de ne pas être obnubilés par les alliances, les désistements lors des élections législatives et de se rappeler que

les alliances (pour occuper le pouvoir cette fois) sont autres dans les villes. La F.G.D.S. a actuellement deux visages. Celui du Parlement et des déclarations nationales. Et celui des villes qu'elle administre avec l'appui du Centre le plus souvent et quelquefois avec l'appui de l'U.N.R. Et qu'elle administre de la façon la plus autoritaire et la plus conservatrice qu'on puisse imaginer sans trouble en servant le petit ron ron des intérêts en place et de la libre entreprise.

3° Le régime a subi un échec important. Ce n'est pas en fonction de sa politique extérieure mais à cause de la situation économique et sociale.

L'échec du gaullisme traduit l'échec du néo-capitalisme, la vanité de ses promesses.

Ce pays n'a pas besoin d'un gouvernement de gauche pour gérer, en opérant une meilleure distribution des profits, une société capitaliste même populaire, mais il a besoin de réformes de structures.

C'est sur un programme de réformes structurelles profondes que des rencontres peuvent s'opérer. Nous devons continuer à élaborer et à proposer un programme ; nous devons agir dans ce sens à toute occasion et unir ce qui peut être uni sur cette base et sur cette base seulement. Tout rapprochement sous une autre forme ne relèverait que de la tactique subalterne.

4° Parler de réformes de structures en France amène à se situer sur le terrain mondial. L'analyse de la situation en France ne peut être séparée de l'analyse que nous faisons d'un monde en guerre. Il y a le Vietnam. Il y a les risques de guerre mondiale. Mais il n'y a pas que le Vietnam et les risques de guerre mondiale. Il y a aussi l'emprise croissante et générale de l'impérialisme américain et la nécessité de lui résister.

En un mot nous sommes, dans un monde en guerre, engagés dans un camp. Aucun rapprochement, autre que de tactique électoral, n'est évidemment envisageable avec des gens qui ne seraient pas nettement du même camp que nous. Pierre BELLEVILLE (Moselle). □

□ Pour le renouveau de la gauche

Les signataires de ce texte ont longuement réfléchi à la réponse claire et sans équivoque que le P.S.U. devra, lors de son prochain Congrès, apporter à la question posée concernant l'orientation du Parti, voire son existence même et, ce qui importe bien plus, concernant les idées pour lesquelles ses militants se battent depuis des années.

Nous avons lu avec beaucoup d'attention l'appel du camarade Depreux. Nous savons gré à notre Secrétaire National de la sagesse dont il fait preuve pour sauvegarder l'unité du Parti en ne signant dans l'immédiat aucun des deux textes proposés par les camarades du C.P.N. — Nous lui savons gré également de son opposition très nette à l'ouverture de « pourparlers en vue d'une éventuelle fusion avec la F.G.D.S. ».

Si nous comparons les deux textes publiés dans *T. S.* nous sommes conduits à manifester notre surprise devant certaines signatures figurant au bas du texte « Le parti devant la perspective de la gauche unie ». Outre que ce texte nous paraît manquer de consistance, nous devons déplorer son ambiguïté. Après nous avoir fait caresser le rêve d'une « confédération de toute la gauche » — pour laquelle nous sommes prêts à travailler — voire celui de la « constitution d'un seul grand parti des travailleurs », ses auteurs nous conduisent à envisager une association avec la F.G.D.S. Nous remarquons qu'on n'ose pas encore nous parler d'intégration ou de fusion, alors qu'au sein des trois familles de la F.G.D.S. il est déjà sérieusement question de fusion. Nous remarquons aussi que dans le chapitre 6 « Il faut prendre l'initiative de la discussion » on ne parle plus du P.C.

Quant au texte « Esquisse d'une orientation pour le développement du P.S.U. » il a le mérite de nous offrir un contenu, même si, selon ses auteurs eux-mêmes il appelle

des amendements. Mais il a surtout le mérite essentiel d'apporter une réponse claire à la question des rapports du P.S.U. avec la F.G.D.S.

Autant les militants de base que nous sommes prêts à apporter leur contribution au dialogue avec la F.G.D.S. et avec le P.C., sans que l'une soit privilégiée par rapport à l'autre, autant nous nous refusons actuellement à donner à la direction du parti le mandat d'entamer des pourparlers conduisant à des liens organiques avec la seule F.G.D.S.

Toute tentative de regroupement doit être conditionnée par un accord politique : il est évident qu'en matière économique et sociale comme en matière de politique étrangère, une identité de vue sur des options socialistes claires est loin d'être réalisée.

En ce qui concerne les hommes, des tentations centristes existent encore au sein de la F.G.D.S. sans parler des hommes qui se sont disqualifiés à jamais devant la classe ouvrière de ce pays, devant l'étranger, devant les peuples du tiers monde. Quel militant sérieux du P.S.U. peut envisager sans une profonde inquiétude d'en être solidaire à travers les liens organiques d'une association, d'une fédération ou bientôt d'une fusion ?

Leur influence électorale, influence du reste compromise par la montée des générations nouvelles, ne peut suffire à nous faire renoncer à notre raison d'être, à nos positions essentielles pour mettre à leur disposition le potentiel militant du P.S.U.

P. DANIEL - G. DUPONT - A. et M. GARIOD - C. et M. HUET - L. NEDELEC - C. et P. REGUER - C. SAVIGNARD - Pierre VENOT, section du Havre.
 ● La place manque pour des textes favorables à la 2^e orientation : J. LECLERQ (Nord) ; des militants de Nîmes et Alès (Gard) ; d'A. BADIOU (Marne) ; J.-C. SOMMAIRE (Suresnes) ; de GRET (Mâcon) ; C. LANTIGNY (Paris-18^e) ; de R. KRIHFF (Paris-11^e) ; de M. BRIDIER (Créteil).

☐ Défense

L'Armement à long terme

David Boublil

« **N**e peut gagner que celui qui, agressé, se donne les moyens d'attaquer. » Ainsi débute l'exposé de justification de la politique d'armement à long terme de notre pays, fait par le général d'armée M. Fourquet dans la *Revue de Défense Nationale* de mai 1967.

Qu'entend démontrer cet exposé ?

Que notre politique générale et par conséquent notre politique militaire doit être axée sur la puissance nucléaire avec tout ce que cela comporte : construction d'armes à très grande puissance, fusées, sous-marins nucléaires, avions porteurs de bombes A, et limitation des armes conventionnelles.

En fonction de cette priorité définie par le Chef de l'Etat, les spécialistes mettent au point un plan à long terme s'étendant paraît-il sur 15 ans. Nous apprenons que nos « cerveaux » réfléchissent dès maintenant à l'armement de 1980-85 (fusées, sous-marins, avions) et que des travaux partiels sont déjà lancés.

Les Français, connaît pas

Ainsi, sans tenir compte des avis de la nation, le Chef de l'Etat, aidé de ses « stratèges » définit et construit une politique militaire selon sa propre vision, quitte à abandonner une partie de son plan sans rendre de comptes à personne.

En effet, un autre spécialiste, le général P.M. Gallois, définissait il n'y a pas très longtemps (en février 1959), la politique gouvernementale : « Ainsi, à l'encontre d'un sentiment assez répandu et aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'armement contrôlé, les armes nucléaires doivent, en Europe, être accompagnées de forces conventionnelles aussi importantes que possible. » D'autre part, le général Gallois assignait à la force atomique « un rôle, limité à contrer une menace dirigée sur la vie même de la nation qui détient un armement nucléaire ».

Pendant combien de temps le nouveau plan Fourquet durera-t-il ? Nous souhaitons qu'il ait une vie limitée... à la durée du gouvernement gaulliste. La discussion sur le traité de non-prolifération lui offrirait une excellente occasion s'il voulait modifier sa politique. Le deuxième terme de l'exposé du délégué ministériel à l'Armement est essentiel et

éclaire le premier terme de la politique militaire.

Le rêve de « Grandeur nationale »

Le deuxième facteur de la politique d'armement : le souci d'indépendance nationale.

Toute notre politique militaire repose sur la chimère dangereuse de la grandeur nationale.

Peu importe la défense du territoire et la sécurité des Français, peu importe la paix et le désarmement. — On nous indique qu'il n'y a aucun plan de construction d'abris et de fortifications, que la défense aérienne du territoire devient négligeable et n'est encore en vigueur que sur certaines zones sensibles (les sites et complexes atomiques bien entendu). Quant à la défense opérationnelle du territoire elle est tombée dans l'oubli. Ce qui importe n'est pas la sécurité des Français, mais l'assouvissement d'un rêve.

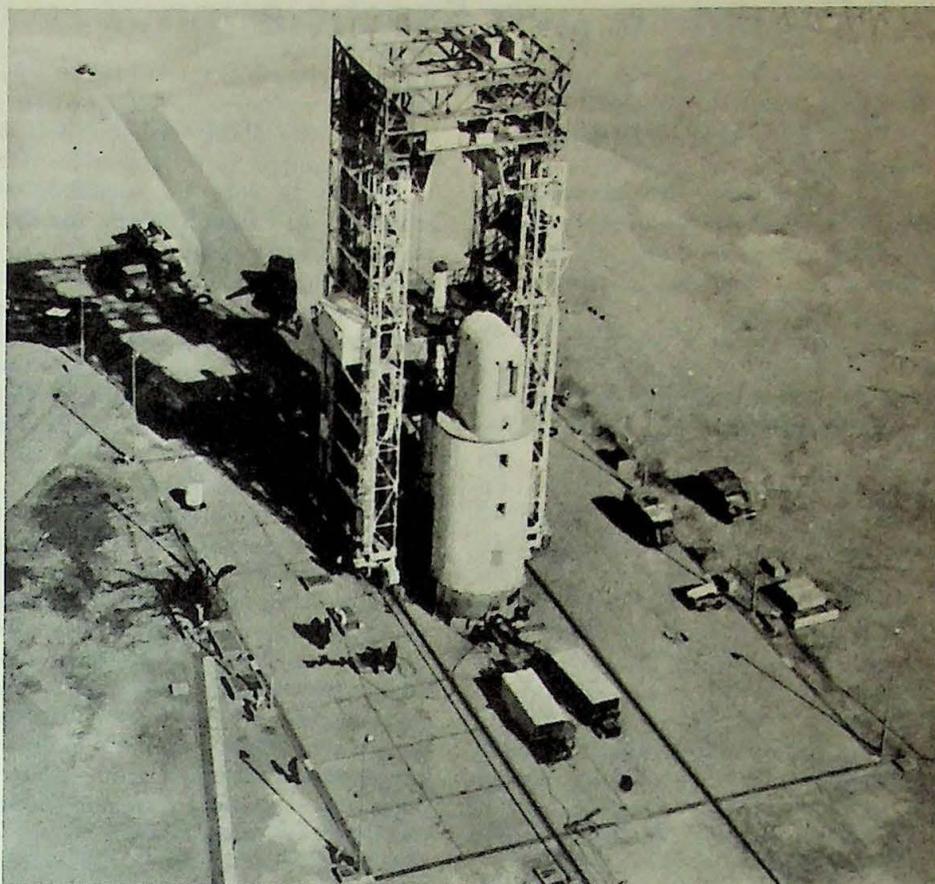
— Et si le général Fourquet dresse un constat d'échec de l'OTAN et montre l'emprise de l'influence américaine (il y a bien longtemps que, pour notre part, nous avons montré cet état de fait et dénoncé le danger de la politique américaine), ce n'est pas pour en tirer les conclusions qui s'imposent : c'est-à-dire une coopération dans tous les domaines avec tous les pays d'Europe, mais pour nous dire qu'une politique nationaliste à outrance (création d'une force atomique totalement française) avec quelques concessions à la coopération avec l'Angleterre et l'Allemagne est la voie la meilleure.

La contradiction

— Une fois de plus le système gaulliste est en contradiction avec sa propre politique. Écoutons le général Gallois : « Seul, aucun peuple d'Europe occidentale ne pourrait faire payer un prix suffisant le respect de sa frontière ». Tournant le dos à cette définition le gaullisme nous montre son vrai visage, c'est-à-dire celui du capitalisme, qui voit son intérêt du moment et non le bien-être et la sécurité de tous. La troisième proposition du général Fourquet nous le fait voir de façon éclatante.

Le capitalisme mène la danse

Troisième facteur essentiel de la politique d'armement : les ressources financières.



Des fusées pour quelle France ?

Agip

— Le général Fourquet admet que la politique gaulliste mène le pays à des dépenses d'armement énormes et que son budget est passé de 32 % à 52 % du budget total des armées à savoir : 5,4 à 11,2 milliards de 1961 à 1966.

— Mais il ajoute très rapidement qu'il n'y a pas d'inquiétude pour l'avenir puisque le budget de la défense ne représente plus que 20 % du budget du pays, et 4,43 % du P.N.B.

— C'est une évidence que le budget 1967 représente 23 % du budget du pays et 6,3 % du P.N.B. ; et que la force nucléaire étant amenée à se développer (l'auteur ne nous le cache pas), ce budget risque de progresser et au pire de rester constant, et non de regresser comme le suggère l'auteur.

— Mais une autre évidence s'impose : le délégué ministériel à l'Armement nous dit bien que « l'Etat est le seul client ; que c'est lui qui fixe les spécifications du matériel, que c'est lui qui finance les études et la production », bref que l'Etat est le constructeur et le client.

— En bonne logique, le délégué ministériel aurait dû préconiser une nationalisation qui aurait permis aux autorités de mettre en œuvre un plan de rationalisation des études et des constructions, qui nous aurait évité un gaspillage et un éparpillement des efforts à l'économie du pays.

— Cette rationalisation écarterait des dépenses inutiles d'armements faisant double emploi. Quand on sait que le budget d'armement représente près de 3,8 % (et non 2,4 % comme le dit le général Fourquet) nous

voyons l'intérêt d'une nationalisation.

— Mais hélas le délégué ministériel nous avertit qu'il n'ouvrira pas de débat à ce sujet, et qu'il faut s'accommoder de ce que l'on a, autrement dit accepter les conditions du capital et de la société qu'il a secrété. D'ailleurs, la quatrième proposition du général Fourquet qui se rattache directement à la troisième nous le montre bien.

Quatrième facteur : les possibilités et les contraintes économiques et industrielles du pays.

— Cette quatrième proposition nous confirme dans notre analyse précédente. En effet, le général Fourquet nous montre que les crédits « Armement » couvrent :

- 60 % de l'électronique
- 70 % de l'industrie aérospatiale
- 55 % du Commissariat à l'énergie atomique

que l'industrie de l'armement emploie 200.000 personnes, et qu'elle influence directement l'économie générale et les grands secteurs du pays. Il nous dit bien que « nous risquons de nous trouver en face de véritables monopoles avec ce que cela peut comporter de pressions vis-à-vis de l'Etat ». Mais, une fois de plus, il n'en tire pas la conclusion logique qui éviterait ces pressions, à savoir la nationalisation de l'industrie de l'armement. Il préfère conclure, et c'est beaucoup plus logique de sa part que notre politique de l'armement doit répondre à la politique gouvernementale (qui est pour nous une politique de prestige) ; et que la technique et l'industrie doivent répondre à cette politique qui est celle du gaullisme et non pas celle du peuple français. ☐